



HAL
open science

L'Occident face à la crise tchétchène : un rendez-vous manqué ?

Nadège Ragaru

► **To cite this version:**

Nadège Ragaru. L'Occident face à la crise tchétchène : un rendez-vous manqué?. Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien, 1996, 21, pp.207-246. hal-03603156

HAL Id: hal-03603156

<https://sciencespo.hal.science/hal-03603156>

Submitted on 8 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'Occident face à la crise tchétchène : un rendez vous manqué ?

Nadège Ragaru

Citer ce document / Cite this document :

Ragaru Nadège. L'Occident face à la crise tchétchène : un rendez vous manqué ?. In: CEMOTI, n°21, 1996.
L'immigration turque au féminin. pp. 207-250;

https://www.persee.fr/doc/cemot_0764-9878_1996_num_21_1_1327

Fichier pdf généré le 28/03/2018

L'OCCIDENT FACE A LA CRISE TCHETCHENE : UN RENDEZ-VOUS MANQUE?

Nadège RAGARU

Le 11 décembre 1994, Boris Eltsine dépêchait l'armée en Tchétchénie pour ramener dans le giron russe cette petite république du Caucase, en sécession depuis 1991 sous la houlette d'un général haut en couleurs, Djokhar Doudaïev. L' "opération de police", ainsi qu'elle était dénommée, ne devait durer que quelques heures, voire quelques jours. Environ 50.000 victimes plus tard¹ - c'est-à-dire bientôt quatorze mois après le déclenchement de l'intervention - on en est toujours au point mort. Les Tchétchènes continuent de revendiquer une indépendance que Moscou leur refuse, s'enfermant dans un cercle vicieux d'attentats-répression, illustré par la prise d'otages de Pervomaïskaïa. Après avoir longtemps démenti de sombres prédictions d'embrasement régional, la crise tchétchène pourrait en outre connaître un phénomène d'internationalisation, si des épisodes comme le détournement du ferry *Avrasya* en Mer noire étaient amenés à se reproduire².

Devant les évidences de l'inefficace brutalité des troupes russes, les réponses diplomatiques des Etats occidentaux, qui continuent de considérer la crise tchétchène comme une "affaire intérieure", confinent à la *Realpolitik* complaisante. Comment comprendre une telle frilosité? Ou, plus précisément, comment expliquer ce qui apparaît comme un décalage grandissant entre l'image officielle que l'Occident donne de la Russie, celle d'un pays en

¹ L'estimation des pertes dans la guerre en Tchétchénie demeure sujette à controverses. Les statistiques s'échelonnent de 20.000, estimation basse courante dans la presse anglo-saxonne (voir, par exemple, BARBER, Tony. "Bloody Drama, tragic results". *The Independent*, 16-01-1996 ou encore HOFFMAN, Daniel. "End Chechen War, Intellectuals Plead". *The International Herald Tribune*. 08-01-1996) à plus de 50.000, chiffre avoué par le commandement militaire russe et repris par la presse française (voir notamment JEGO, Marie. "Moscou de plus en plus empêtré dans le borbier tchétchène", *Le Monde*, 11-01-1996).

² Voir notamment BARBER, Tony. "Bloody Drama, Tragic Results". *The Independent*, 16-01-1996 et POPE, Hugh. "Hijacked Ship Creeps Toward Istanbul". *The Independent*, 18-01-1996.

transition, chaotique mais avérée, du communisme vers une démocratie de marché - une image qui sous-tend la ligne diplomatique coopérative suivie à l'égard de Moscou - et les échos qui nous parviennent de Grozny et de Russie même? Telle est la question qui se trouve au principe de notre étude. Est-il possible que la guerre en Tchétchénie n'ait aucunement altéré les représentations occidentales du pays d'Eltsine, c'est-à-dire l'évaluation de sa politique (extérieure ou domestique), de l'avenir des réformes ou encore de la faisabilité d'un nouveau "partenariat" est-ouest? Ou faut-il considérer que la formulation des relations occidentales avec le Kremlin obéit à des impératifs géostratégiques tels qu'elle ne saurait être subordonnée à des considérations de régime politique?

L'un des enjeux d'une réflexion sur le conflit tchéchène consiste donc à déterminer son rôle dans la définition, à l'ouest, de grilles d'interprétation de la diplomatie russe. Dans cette perspective, l'analyse nous conduira des réactions occidentales à la guerre vers les images de la Russie qui les sous-tendent, telles qu'elles sont apparues dans la presse et les discours des décideurs occidentaux (américains, allemands, britanniques ou français). Ce détour par les représentations nous invitera à voir que la persévérante indulgence de l'Occident ne rend que très imparfaitement compte de l'enclenchement d'un processus de réévaluation des perspectives d'évolution tant de l'Etat russe que des relations est-ouest.

Tout premiers silences : la Tchétchénie, une "affaire intérieure" russe

A des fins analytiques, on peut repérer dans la crise tchéchène quatre phases, qui épousent les méandres de la diplomatie occidentale et leurs inflexions interprétatives selon les pays considérés. La première phase s'étend grossièrement du 11 décembre 1994, date de l'entrée des troupes russes en Tchétchénie, jusqu'aux alentours du Nouvel An: elle est celle du quasi-silence embarrassé, du faux départ diplomatique. A l'annonce de l'invasion de la République sécessionniste, en effet, les premières réactions sont d'une remarquable sobriété. La Tchétchénie "fait partie intégrante de la Fédération de Russie, mais nous appelons les autorités russes à tout faire pour éviter une effusion de sang", déclare ainsi A. Juppé, le 15 décembre. "C'est par le dialogue et la recherche d'un règlement que l'on peut sortir de cette crise"³. La position française ne changera guère: le principe de l'intervention est

³ Voir la conférence de presse du Ministre des Affaires étrangères après son audition par la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale in *La politique étrangère de la France*, novembre-décembre 1994, p. 300.

L'Occident face à la crise tchéchène

légitimé au nom de l'intégrité territoriale de la Russie; toute éventualité d'indépendance tchéchène est donc exclue. On espère seulement que la main russe ne sera pas trop lourde dans sa colère.

Même échos en Allemagne, en Grande-Bretagne⁴ et de l'autre côté de l'Atlantique, où le président Clinton, retranché dans une muette discrétion, laisse à ses seconds couteaux le soin d'exposer la position américaine. Le 13 décembre, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a donné le ton: "Il n'est pas dans notre intérêt, et certainement pas dans le leur, d'avoir une Russie plus ou moins en voie de désintégration. Je pense donc qu'il (Boris Eltsine) a sans doute fait ce qui devait être fait pour empêcher cette République de faire sécession". Et le chef de la diplomatie américaine d'ajouter, comme pour donner plus de poids à la caution qu'il apporte au régime russe: "Vous savez, nous avons affaire à une Russie démocratique, non à la Russie des temps anciens"⁵. Témoin des bonnes intentions de Washington envers le Kremlin, l'agenda des rencontres bilatérales prévues pour le mois de décembre demeure inchangé: entretien à Moscou entre le secrétaire de la Défense, William Perry, et le chef d'état-major russe, le général M. Kolesnikov, sur les dossiers en cours - Bosnie et OTAN; réunion de la commission mixte russo-américaine de coopération économique et technologique. Le vice-président américain, Al Gore, y conclut ses entretiens avec V. Tchernomyrdine, le premier ministre russe, sur une note positive: "Tant que l'opération n'est pas déstabilisatrice par-delà le champ de cette activité, je ne la vois pas affecter notre désir d'avoir une relation pragmatique avec la Russie"⁶.

Au cours de cette période, la diplomatie américaine semble dominée par le souci de dissiper d'éventuels soupçons quant à un possible refroidissement des relations bilatérales et d'assurer B. Eltsine d'un soutien indéfectible au moment où une nouvelle majorité, républicaine et plus isolationniste, s'installe au Congrès⁷. Le porte-parole du département d'Etat, M. McCurry, insiste ainsi sur le fait qu'"une très large, très importante relation stratégique pour les Etats-Unis [comme celle avec la Russie] n'est pas

⁴ "Paris estime qu'il s'agit d'une 'affaire intérieure russe' ". *Le Monde*, 14-12-1994.

⁵ Voir l'interview du secrétaire d'Etat américain pour la chaîne PBS rapportée dans *USIS International Affairs*, N°30, 21-12-1994, p.7.

⁶ GORDON, Michael. "U.S. Stays Aloof From Russia's Intervention". *The New York Times*, 25-12-1994.

⁷ Voir, à titre d'exemple, les déclarations de James Collins, le coordonnateur au Département d'Etat du poste d'ambassadeur de la CEI le 20 décembre sur *Worldnet* in *USIS International Affairs*. N°30. 21-12-1994, p.37-47.

définie par un seul épisode, telle l'actuelle crise en Tchétchénie"⁸. L'accent est par ailleurs mis sur l'existence d'un consensus bipartisan en matière de relations américano-russes...et sur les relations d'amitié que le sénateur Bob Dole, le leader de la majorité républicaine, entretient avec la famille Eltsine⁹. De fait, quoique par ailleurs très critiques à l'égard de la politique étrangère de la Maison Blanche, les Républicains voient dans la gestion des rapports avec Moscou l'un des rares secteurs où l'administration Clinton mérite une bonne note, un "B" dira même William Hyland, ancien rédacteur en chef de *Foreign Policy*¹⁰. Cette convergence s'explique aisément. Avant tout soucieux de stabilité, les Etats-Unis, toutes tendances politiques confondues, placent au premier rang de leur agenda diplomatique la question nucléaire. Cette priorité les rend particulièrement sensibles aux risques d'émiettement de la Fédération russe, et donc peu susceptibles de s'enflammer pour un "droit à l'autodétermination" qui menace de faire tâche d'huile et, le cas échéant, d'avoir des effets dévastateurs sur le contrôle de l'arsenal nucléaire. Washington préfère assurément "une Russie coriace plutôt qu'une Russie déstabilisée et désintégrée"¹¹.

Là n'est pas le seul facteur contribuant à minorer la signification de l'affaire tchéchène. Dans son ensemble, l'Occident, déjà assez préoccupé par le culpabilisant fardeau bosniaque, ne souhaite pas se trouver impliqué dans une nouvelle crise régionale. *A fortiori* pas dans la périphérie caucasienne, cette autre Macédoine de peuples, où l'on serait tenté de laisser aux Russes le rôle de gendarme régional¹². Sur ces marches de la Fédération, la présence

⁸ Voir le compte-rendu des prises de position de M. McCurry dans *USIS International Affairs*. N° 1, 11-01-1995, p.5.

⁹ Voir à ce propos la déclaration du vice-président Al Gore à la presse, le 16 décembre, après son entretien avec B. Eltsine à Moscou in *USIS International Affairs*. N° 30, 21-12-1994, p.35.

¹⁰ HYLAND, William. "A Mediocre Record". *Foreign Policy*, aut. 1995, pp.69-74.

¹¹ SIGAUD, Paul. "Le coup de froid venu de Moscou". *La Croix*, 16-12-1994.

¹² A l'automne 1994, certains n'ont d'ailleurs pas manqué d'interpréter la célébration d'un nouveau "partenariat" américano-russe comme "toutes proportions gardées, (...) une sorte de nouveau Yalta qui ne disait pas son nom". autrement dit un partage de sphères d'influences laissant les mains libres au Kremlin dans le Caucase et en Asie Centrale en échange d'une cordiale pudeur devant les opérations de police de Washington en Amérique centrale. ZECCHINI, Laurent. "M. Clinton demande à M. Eltsine d'épargner les civils en Tchétchénie". *Le Monde*, 08/09-01-1995. Pour un commentaire américain, voir également l'éditorial du conservateur KRAUTHAMMER, Charles. "Spheres of influence for Americans and Russians". *The International Herald Tribune*, 10-10-1994.

L'Occident face à la crise tchétchène

militaire russe a au moins le mérite, pense-t-on, de garantir un minimum d'ordre, ce qui dispense la Communauté internationale d'exercer un droit de regard dont elle ne se sent guère la vocation¹³. Côté américain, faire montre d'une réserve bienveillante sur le dossier tchétchène s'impose également trois mois après que le Kremlin a discrètement accueilli l'intervention américaine à Haïti. Le soutien du régime d'Eltsine à l'opposition tchétchène est d'ailleurs connu depuis longtemps...et tacitement toléré. Le spectre de la "main de Moscou" a fait son temps.

D'autant que, et c'est là le troisième paramètre, la cause tchétchène, peu connue, est alors loin de déchaîner les passions. Qu'on se souvienne de l'image que la presse occidentale véhicule du général-président Doudaïev et de sa petite république "bananière" avant le déclenchement de l'opération russe. Grozny y est érigée en sanctuaire du crime organisé "en proie au chaos économique et à la mafia" ainsi qu'aux exactions des bandes armées intrinsèquement querelleuses et ataviquement nationalistes¹⁴. Le régime séparatiste de Doudaïev, dont on souligne les dérives autoritaires et le recours aux slogans du *Djihad*, représente, dit-on, une véritable menace pour l'équilibre régional¹⁵. Quant au personnage de Doudaïev, on lui donne tour à tour les traits du gangster mafieux et ceux du "potentat islamiste" (Irina de Chikoff). Natalie Nougayrède le décrit ainsi, en mars 1994 : "Fille taille sanglée dans un manteau de cuir surdimensionné, bottes qui claquent, goût de la parade, debout au garde-à-vous dans un véhicule décoré de tapis orientaux: un vrai dictateur de pacotille. On classerait ce personnage haut en couleurs dans la catégorie des doux illuminés si ses violentes tirades, roulées dans un accent caucasien, ne menaçaient d'embraser les flancs sud de la fédération de Russie"¹⁶.

¹³ Voir à ce sujet COHEN, Bernard. "La Tchétchénie agite la 'Djihad' contre Moscou", *Libération*, 16-08-1994. Fin décembre 1994, on trouve encore quelques commentateurs, notamment dans la presse britannique, pour défendre ce point de vue bénin sur l'intervention russe. Voir, par exemple, O'BRIEN, Connell. "In Defense of Despots". *The Independent*, 30-12-1994.

¹⁴ MANDEVILLE, Laure. "Djokhar Doudaïev, tchétchène envers et contre tous". *Le Figaro*, 03-08-1994, ainsi que De CHIKOFF, Irina. "Tchétchénie, lutte de pouvoir sous l'oeil de Moscou". *Le Figaro*, 03-08-1994.

¹⁵ De CHIKOFF, Irina. "La Tchétchénie, parée pour la 'guerre sainte' ". *Le Figaro*, 15-08-1994 ainsi que COHEN, Bernard., op. cit.

¹⁶ NOUGAYREDE, Natalie. "Djokhar Doudaïev, général d'opérette mais dangereux dictateur. Le Tchétchène qui veut embraser le Caucase". *L'Événement du Jeudi*, 24/30-03-1994.

"Anarchie" tchéchène contre ordre russe: l'image de la Russie se lit au miroir de celle du petit peuple caucasien et ressort de ce contraste singulièrement valorisée. Si l'excellente couverture de l'intervention par la télévision russe entraîne une rapide réévaluation de l'image peu flatteuse des montagnards tchéchènes, laquelle prendra bientôt, en France et en Allemagne surtout, des accents romantiques de martyrs au profil fier et irréductible, cette représentation originelle influence incontestablement la lecture que les décideurs occidentaux font du conflit. C'est une telle interprétation que reprend par exemple à son compte le Ministre des Affaires étrangères allemand, Klaus Kinkel, à la mi-janvier 1995 en réponse aux attaques de l'opposition social-démocrate: Doudaïev n'est "ni un combattant de la liberté, ni un démocrate, ni un défenseur des droits de l'homme". Il porte "une lourde responsabilité" dans une guerre où il défend avant tout ses "propres intérêts"¹⁷. On la retrouvera à l'identique chez Jacques Chirac quatre mois plus tard, au moment de la prise d'otages de Boudennovsk. A Halifax, le président français fait siens les arguments développés par B. Eltsine au sujet des preneurs d'otages tchéchènes, des "groupes terroristes et mafieux comme hélas! cette région en connaît un certain nombre et qui se sont infiltrés en traversant la frontière, (...) des gens qui invoquaient le nom d'Allah".¹⁸

Le temps de l'indignation: les nuances américaines et européennes

Entre-temps, toutefois, l'enlèvement de l'intervention, le passage à une phase de bombardements aériens aveugles et les protestations de l'opinion publique ont imposé une reconsidération de la position conciliante définie au moment de l'invasion russe. Début décembre en effet, nul ne soupçonnait, tant du côté occidental qu'en Russie, que le "confetti tchéchène" puisse longtemps résister à l'ancienne armée rouge. On la savait certes affaiblie et démoralisée, mais pas au point d'être repoussée par ceux que le pouvoir qualifiait de vulgaires "bandits". Après l'échec d'un premier assaut contre Grozny, il faut déchanter...D'autant que la résistance acharnée du peuple tchéchène décrédibilise la thèse officielle du gouvernement russe. Comme l'explique le député européen, Gérard Fuchs, alors responsable des affaires internationales au Parti socialiste, "après plusieurs jours de combats violents, il apparaît clairement que l'opposition rencontrée par les forces russes à Grozny ne se limite pas à celle de quelques bandits mais représente la volonté

¹⁷ PICAPER, Jean-Paul. "Bonn fait preuve de compréhension". *Le Figaro*, 20-01-1995.

¹⁸ Voir la conférence de presse de J. Chirac au terme du sommet de Halifax in *La politique étrangère de la France*. Mai/juin 1995. p.165.

L'Occident face à la crise tchéchène

nationale d'un peuple que des bombardement systématiques et indifférenciés ne peut que renforcer"¹⁹.

Il aura tout de même fallu plus de trois semaines pour que l'Occident s'inquiète ouvertement du sort de la Tchétchénie et que l'Union européenne entreprenne des démarches diplomatiques auprès de Moscou. Une fois enclenché, le processus de radicalisation des critiques se poursuit approximativement jusqu'à la mi-mars. Deux facteurs viennent cependant en limiter la portée. En premier lieu, le refus des responsables occidentaux de remettre en question le caractère "intérieur" de l'affaire tchéchène leur lie *de facto* les mains en les privant de la possibilité de condamner expressément l'intervention russe. Leur désapprobation est réservée aux "méthodes" employées et à la "disproportion des moyens". Au terme "condamnation", quasiment banni du vocabulaire diplomatique de la crise, on préfère des substantifs plus neutres: "inquiétude" ou "préoccupation" ("vives" bien sûr). Deuxièmement, au cours de cette phase, des différences d'évaluation se font jour entre les Etats-Unis et l'Europe, d'une part, et au sein de l'Union européenne, d'autre part. On verra que celles-ci renvoient à des contraintes géopolitiques, des priorités nationales et des rapports de force domestiques divergents, mais aussi, plus profondément, à des interprétations conflictuelles de l'essence de la diplomatie et du système politique russes.

C'est le 5 janvier que le président américain sort de sa réserve en adressant à son homologue russe une lettre, dans laquelle il l'invite à limiter au maximum les pertes civiles et à considérer l'offre de médiation de l'OSCE initiée trois jours plus tôt par la Troïka européenne²⁰. Dans son sillage, le secrétaire britannique au Foreign Office, Douglas Hurd, écrit à son collègue A. Kozyrev, tandis que s'élève, de toute l'Europe, un cortège de protestations contre les bombardements russes²¹. La nouvelle position américaine ne fait pourtant, à quelques détails près, que réitérer les règles définies en décembre: attachement des Etats-Unis à l'intégrité territoriale de la Russie et refus de tout changement des frontières par la force; appel au respect des droits de l'homme²² et à une "cessation rapide des combats"; insistance sur la

¹⁹ Voir sa déclaration du 4 janvier dans *Nouvelles Internationales*, N° 141, janvier 1995, p.3.

²⁰ ZECCHINI, Laurent. "M. Clinton demande à M. Eltsine d'épargner les civils en Tchétchénie". *Le Monde*, 08/09-01-1995.

²¹ "Plusieurs pays protestent contre l'intervention militaire". *Le Monde*, 07-01-1995.

²² Début février, Washington durcira sa position sur cette question avec la publication du rapport annuel du Département d'Etat sur les droits de l'homme. La Russie y est

coopération des autorités russes avec les organisations humanitaires et enfin recherche d'une solution politique au conflit²³. L'accent pourtant s'est déplacé du premier point vers les troisième et cinquième, car l'inquiétude monte au fil des destructions, que la crise ne constitue le tombeau des réformes russes. Si les Etats-Unis la considèrent déjà comme un "pas en arrière pour les réformes économiques et politiques en Russie" (W. Christopher), ils hésitent encore sur les conclusions à en tirer. D'où les pressions avortées du Département d'Etat, illustrées par la rencontre Christopher-Kozyrev des 17-18 janvier 1995. Dépêché à Genève pour s'entretenir avec son homologue des récents développements tchéchènes, le chef de la diplomatie américaine laisse planer un doute sur la poursuite de la politique de coopération américaine²⁴...mais relâche la pression dès son retour aux Etats-Unis en se déclarant "rassuré" par les promesses russes²⁵.

Pendant quelques semaines en effet, les responsables américains sont partagés: l'affaire tchéchène signifie-t-elle un abandon définitif des réformes entreprises en 1991-1992? Et faut-il encore miser sur B. Eltsine? Dès le 2 janvier, le sénateur républicain Bob Dole fait savoir qu'il envisage un gel de l'aide économique américaine à la Russie au cas où le Kremlin persisterait dans sa folle entreprise tchéchène²⁶. C'est là le début d'une polémique acide qui durera jusqu'à l'automne dans le cadre d'un débat plus large sur l'engagement des Etats-Unis à l'étranger²⁷. Au Sénat, d'autres voix contestent

mise au pilori pour le bombardement d'objectifs civils à Grozny (hôpitaux ou orphelinats) ainsi que pour des arrestations arbitraires, mauvais traitements de prisonniers et de recrues militaires. Le rapport, largement réalisé par l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, s'inspire en plusieurs endroits des informations rassemblées par S. Kovalev. Voir GREENHOUSE, Steven. "U.S. Human Rights Study Turns Heat on Russia". *The International Herald Tribune*, 02-01-1995.

²³ Voir notamment l'interview du secrétaire d'Etat américain sur la chaîne PBS le 12 janvier 1995 in *USIS International Affairs*, N° 2, 23-01-1995, pp.12-17.

²⁴ DROZDIK, William. "U.S. Warns of Aid Cuts if Russia Keeps up Chechen War". *The International Herald Tribune*, 18-01-1995 et CLARK, Bruce. "Russia and US discuss status of ties". *The Financial Times*, 19-01-1995. Le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Jesse Helms (Républicain) avait laissé entendre peu auparavant que la ratification du traité Start II pourrait prendre plus de temps que prévu.

²⁵ DROZDIK, William. "Christopher is 'Reassured' By Russia's Chechnya Vows". *The International Herald Tribune*, 19-01-1995.

²⁶ "Bonn accuse Moscou de violer les droits de l'homme". *Le Monde*, 04-01-1995.

²⁷ Le sénateur McConnell, chargé de la gestion du budget de l'aide américaine à l'étranger avait émis le souhait, lors d'un entretien avec Strobe Talbott, le secrétaire d'Etat adjoint, qu'une condition soit placée à l'octroi de \$ 300 M d'aide à la Russie, à

L'Occident face à la crise tchéchène

la bienveillance excessive de la Maison Blanche envers Moscou. Jesse Helms, le président républicain de la commission des Affaires étrangères, s'interroge ainsi sur l'opportunité d'une ratification du traité Start II quand l'attitude russe à Grozny démontre, selon lui, que l'on ne peut faire confiance au président Eltsine²⁸. En règle générale, les plus vives protestations vont, d'une part, à l'excessive personnalisation de la politique américaine taxée de "tropisme eltsinien", d'autre part, à l'exclusivisme des liens développés avec Moscou au détriment des autres républiques d'ex-URSS. On reproche en particulier à la Maison blanche d'avoir, comme à l'époque de la Perestroïka, échoué à diversifier ses contacts russes, en courtisant l'opposition libérale ou en nouant des relations avec les régions et le monde des affaires²⁹. Là encore, c'est à Bob Dole que l'on doit la présentation la plus articulée des critiques républicaines. Pour lui, la double focalisation sur B. Eltsine et sur la Russie "a fait perdre à l'Etat américain une formidable occasion d'exprimer avec force ses préoccupations avant que des milliers de personnes soient massacrés en Tchétchénie". Dorénavant, il convient d'aborder les relations américano-russes avec "un nouveau réalisme (...) qui ne masque pas des différences politiques importantes en faisant appel à des liens personnels". Et de conclure, sur un ton programmatique: "nos différences (...) devraient être négociées quand c'est possible, et condamnées quand c'est nécessaire"³⁰.

Au sein même de l'administration, un vif débat oppose, d'un côté, les "pessimistes" de la C.I.A. et du Pentagone, qui jugent le président russe politiquement "fini" et se demandent s'il n'est pas durablement incapacité par l'alcoolisme et, de l'autre, les "optimistes" du Département d'Etat ou de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, pour qui B. Eltsine est en mesure de rebondir après le conflit, en sacrifiant au passage quelques noms trop compromis dans l'affaire tchéchène³¹. Rallié à ce second groupe, le directeur intérimaire de la C.I.A., William Studeman, affirme devant une commission

savoir le retrait des troupes russes des républiques issues de l'ex-URSS ne souhaitant pas leur présence. Voir WILLIAMS, Daniel. "U.S. Pins Its Policy on Yeltsin". *The International Herald Tribune*, 07-02-1995.

²⁸ Voir GREENHOUSE, Steven. "Removing Obstacle, Helms Backs Nuclear Treaty with Russia". *The International Herald Tribune*, 05-02-1995.

²⁹ KAUFFMAN, Sylvie. "La politique russe de la Maison blanche sur la sellette". *Le Monde*, 11-03-1995.

³⁰ Voir le discours de Bob Dole au Sénat le 1er mars dans *USIS International Affairs*. N° 8, 21-03-1995, p.17-20.

³¹ SMITH, Jeffrey. "U.S. Policy Makers Put Off Post-Yeltsin Contingency Planning". *The International Herald Tribune*, 09-01-1995.

du Sénat qu'il "est légitime de prévoir que certains des décideurs devront être sacrifiés"³².

Incontestablement, le fiasco tchéchène laisse songeur même les partisans les plus fervents d'un étroit partenariat avec la Russie, ne serait-ce que pour des raisons d'efficacité et de fiabilité du commandement militaire. Après avoir cru que la lenteur de la progression des troupes russes résultait de la volonté d'épargner des vies humaines, il a bien fallu se résigner à l'idée qu'elle était largement imputable à l'incompétence de la hiérarchie militaire; et cette médiocrité tactique agace autant qu'elle inquiète les dirigeants américains. W. Christopher cache avec peine sa frustration devant un épisode "mal conçu et mal exécuté"³³. Il n'est pas le seul. En dernier ressort pourtant, Clinton tranche, sur les conseils de son secrétaire d'Etat adjoint, Strobe Talbott, le père de la stratégie américaine en matière de relations avec la Russie, en faveur d'une politique de continuité: "Nous avons un formidable intérêt au succès des efforts de la Russie pour devenir une nation stable et démocratique", déclare ainsi le président dans son discours séminal du 13 janvier à Cleveland. "C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis ne se vacilleront pas dans leur ligne de soutien patient, responsable à la réforme russe... Si les forces en faveur de la réforme sont attaquées, nous devons renouveler et non pas leur retirer notre soutien"³⁴. En d'autres termes, c'est précisément parce que le cours des réformes n'est pas assuré en Russie qu'il faut redoubler d'effort pour le soutenir. Cette position repose sur un ensemble de postulats, dont certains ont également cours en Europe :

En premier lieu, *la guerre en Tchétchénie ne signifie pas la fin des espoirs démocratiques en Russie*; elle n'est que l'un des obstacles qu'il faut s'attendre à voir multiples sur la longue voie qui conduira l'ancienne

³² MARCHAND, Stéphane. "Washington ménage Eltsine". *Le Figaro*, 18-01-1995.

³³ Voir l'interview de W. Christopher sur NBC, le 15 janvier, rapportée dans *USIS International Affairs*, N°2, 23-01-1995, p.17-22. Un commentaire intéressant est dû à HORVITZ, Paul. "Chechen Fighting 'Very Harmful' to Reform Effort". *The International Herald Tribune*, 16-01-1995.

³⁴ Voir le discours du Président Clinton du 13 janvier à Cleveland in *USIS, International Affairs*, N°2, 23-01-1995, p.4-12. La même position sera explicitée avec conviction par le secrétaire général de l'OTAN, Willy Claes, dans une interview au *Monde* : "J'admets que la Tchétchénie a suscité quelques nouvelles questions. Mais nous sommes tous arrivés à la même conclusion: ce n'est qu'en renforçant le dialogue et en manifestant la volonté de coopération qu'on a une chance de consolider le processus de démocratisation qui a démarré il y a à peine quatre ou cinq ans". Voir "Que gagnerait-on à isoler Moscou?". *Le Monde*, 17-02-1995.

L'Occident face à la crise tchétchène

puissance totalitaire à s'arrimer au train de la démocratie³⁵. La déception présente est seulement le contrecoup d'espoirs irréalistes sous-estimant le poids de l'héritage historique dans une lecture linéaire du cheminement vers la démocratie. Clinton l'a rappelé à Cleveland: "la réforme en Russie et dans tous les Etats de l'ancienne Union soviétique ne sera pas complétée en l'espace d'une nuit (...), elle se révélera parfois ardue et chaotique, comme les événements tragiques de Tchétchénie nous le rappellent aujourd'hui"³⁶.

Deuxièmement, dans la même ligne de pensée, qui se veut réaliste et pragmatique, on reconnaît par ailleurs que *la coopération idyllique de 1991-1993 ne pouvait qu'être transitoire*: il est naturel, entre puissances, que des désaccords émergent, lesquels doivent être réglés par la négociation. Le retour de la Russie sur la scène internationale ne saurait dès lors modifier l'attitude des Etats-Unis envers Moscou³⁷. Bob Dole, proche sur cette question de W. Christopher, résume l'approche américaine en ces termes: "nous devons confronter le fait que la rivalité géopolitique avec la Russie ne s'est pas terminée avec la chute du communisme"³⁸.

Troisièmement, *B. Eltsine*, qui a opéré un retour remarqué sur la scène russe en février lors de son discours sur l'état de la Fédération³⁹, *constitue bien, faute d'alternative, le meilleur garant des réformes*. Tout en démentant conduire une politique axée sur un leader, les dirigeants américains n'en demeurent en effet pas moins attachés à la personne de B. Eltsine en tant qu'il est "le *leader constitué*", c'est-à-dire celui qui incarne l'Etat russe, comme le rappelle le sénateur républicain Richard Lugar, président de la commission des Affaires européennes et fervent avocat d'une politique d'aide

³⁵ Voir le témoignage de J. Collins devant le comité d'Helsinki in *USIS International Affairs*, N°.4, 08-02-1995, p.40.

³⁶ Voir le discours du Président Clinton du 13 janvier à Cleveland in *USIS International Affairs*, N°.2, 23-01-1995, p.8.

³⁷ "Nous savons, écrit ainsi Warren Christopher dans *Foreign Policy*, que nous ne serons pas toujours d'accord, parfois sur des problèmes de grande importance. Là où nous serons en désaccord, nous défendrons vigoureusement nos intérêts et nos principes". Voir CHRISTOPHER, Warren. "America's Leadership, America's Opportunity". *Foreign Policy*, print. 1995, p.10.

³⁸ Voir le discours de Bob Dole du 1er mars 1995 devant le Sénat in *USIS International Affairs*. N°.8, 21-03-1995, p.17.

³⁹ "Les Etats-Unis se félicitent de la volonté de la Russie de poursuivre les réformes". *Le Monde*, 18-02-1995.

informée à la Russie⁴⁰. En outre, les erreurs des derniers mois sont le fait non d'une volonté présidentielle autoritaire mais bien davantage de l'influence néfaste exercée sur le président par les "mauvais conseillers" dont il s'est entouré⁴¹. Conclusion: il convient de s'abstenir de tout geste qui pourrait affaiblir Eltsine face à ses adversaires politiques, communistes et nationalistes, à l'approche des élections législatives de décembre 1995 et des présidentielles de juin 1996.

L'attitude définie par l'Union européenne dans le conflit se veut quant à elle plus "claire" pour reprendre les termes du ministre des Affaires étrangères français, qui insiste régulièrement sur la "différence européenne" à cet égard⁴². A défaut de pouvoir se targuer d'un droit d'ingérence, Bruxelles tente, début janvier, de se doter d'un "droit de regard" en vertu du Code de conduite signé par Moscou en décembre 1994 à Budapest et des obligations que la Russie aurait moralement contractées en revendiquant une intégration rapide aux organisations occidentales. Comme l'explique Alain Lamassoure, il s'agit de "mettre la Russie devant ses responsabilités et de lui rappeler les engagements qu'elle a pris au titre de l'Organisation de sécurité en Europe"⁴³. A. Juppé poursuit sur le même ton: "Bien qu'il s'agisse d'une opération de maintien de l'ordre intérieure à la Fédération de Russie, nous sommes en droit de demander des explications à la Russie"⁴⁴. Le bilan des efforts européens est pourtant maigre.

⁴⁰Voir la déclaration de Richard Lugar sur *WorldNet* le 24-02-1995 in *USIS International Affairs*. N° 6, 24-02-1995, p.12.

⁴¹ MARCHAND, Stéphane. "Clinton prend ses distances". *Le Figaro*, 09-01-1995. Tentant de dédouaner le président russe, W. Christopher avait déclaré dans une interview au *New York Times*: "Il est clair que la situation n'a pas pris la direction qu'il souhaitait.... Il a bénéficié de conseils militaires médiocres".

⁴² Le Ministre des Affaires étrangères français déclare ainsi le 24 avril, après une audition devant le Parlement européen : "La position de l'Union Européenne sur ce qui se passe en Tchétchénie, même si elle n'est pas efficace à court terme, est claire. Et j'espère que vous avez noté qu'elle est plus claire que celle d'autres puissances. Je crois que nous avons trouvé là [au sujet du 8 mai] un point d'équilibre". in *La politique étrangère de la France*, mai/juin 1995, p.233. Il reviendra sur ce thème à plusieurs reprises.

⁴³Voir l'interview d'A. Lamassoure sur *France Inter*, 05-01-1995, in *La politique étrangère de la France*, janvier/février 1995, p. 12-13.

⁴⁴ Voir l'interview d'A. Juppé sur *RTL*, le 04 janvier 1995. in *La politique étrangère de la France*, Janvier/février 1995, p. 6-7.

L'Occident face à la crise tchétchène

Initiée par l'Allemagne à quelques jours de la passation de la présidence de l'Union européenne à la France, l'activation des mécanismes de l'OSCE constitue un demi-succès. Si la Russie s'est prêtée d'assez bonne grâce au regard de la toute jeune organisation, c'est parce qu'elle y voyait l'occasion de satisfaire l'une des exigences occidentales à peu de frais. Non seulement l'organisation paneuropéenne reconnaissait le caractère "intérieur" de l'affaire tchétchène, mais elle fournissait incidemment aux Russes un argument juridique légitimant leur intervention: l'article 25 du Code de conduite stipule en effet que "les Etats participants s'abstiendront de tolérer ou d'entretenir des forces qui échapperaient au contrôle de leur autorité constitutionnellement établie ou n'auraient pas à leur rendre des comptes"⁴⁵. Après d'interminables tractations, trois missions d'enquête chargées de recueillir des informations sur "les droits de l'homme, l'assistance humanitaire et le rétablissement des institutions démocratiques" ont certes pu se rendre à Grozny⁴⁶, mais avec des moyens d'action des plus limités. En dépit d'une ferme condamnation des violations des droits de l'homme, ces missions, interdites d'accès sur plusieurs sites en Ingouchie et au Daghestan, ne pouvaient manquer de fournir un travail décevant dans la mesure où les "combattants" tchétchènes et russes se voyaient d'entrée placés sur le même plan, et dénoncées les "atrocités infligées de part et d'autre"⁴⁷. L'établissement, en avril 1995, d'une mission permanente à Grozny aurait pu marquer une nouvelle avancée. Encore eut-il fallu que ses déclarations reçoivent quelque écho. Début décembre 1995, elle devait protester en vain contre la tenue d'élections fantoches dans Grozny occupée...avant de quitter les lieux pour des raisons de sécurité à quelques jours du scrutin.

Deuxième axe de la politique européenne, le report de la signature de l'accord intérimaire, suggéré le 5 janvier 1995 par le commissaire chargé des relations avec les pays de l'est, Hans van den Broek, devant le Parlement européen, avait d'ailleurs initialement valu à son auteur une verte réprimande de la part d'A. Juppé, qui jugeait la mesure "inopportune" et s'indignait de ce que le commissaire ait annoncé son projet à la presse avant d'en faire part à

⁴⁵ GHEBALI, Victor-Yves. "La crise tchétchène devant l'OSCE". *Défense nationale*, vol.51, N°.5, mai 1995, p.100.

⁴⁶ Elles y ont séjourné respectivement du 23 au 29 janvier, du 22 février au 1er mars et, de nouveau, du 20 au 27 mars.

⁴⁷ Voir le Conseil Permanent de l'OSCE à Vienne, le 02 février 1995, in *La politique étrangère de la France*. Janvier/février 1995, p. 154-155.

ses partenaires⁴⁸. La réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne du 23 janvier ne parvient d'ailleurs pas à faire émerger un consensus. Officiellement, on se contente d'indiquer que la rédaction du texte n'est pas encore achevée⁴⁹. Il faudra attendre deux longs mois pour que soit formalisée la décision et quatre "conditions" posées, après une infructueuse démarche de la Troïka des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (allemand, français et espagnol) venue chercher à Moscou des garanties d'apaisement dans la crise tchéchène: un cessez-le-feu général, le libre acheminement de l'aide humanitaire, la présence permanente d'une mission de l'OSCE sur place et enfin l'amorce de discussions pour un règlement politique du conflit⁵⁰.

Enfin, la suspension de la procédure d'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe⁵¹, le 2 février 1995, constitue assurément un signe de mauvaise humeur⁵². Candidate à l'entrée dans l'organisation européenne des droits de l'homme depuis mai 1992, Moscou s'attendait à voir son dossier accepté avant mai 1995. La décision de l'Assemblée ne fait cependant que confirmer les résultats du rapport de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme dont les conclusions - négatives - avaient été jusqu'alors discrètement éludées⁵³. Notons également que la décision est adoptée en dépit de l'avis contraire des gouvernements français et allemand. Devant le Parlement européen, le premier ministre, M. Balladur, a en effet émis un avis très prudemment favorable⁵⁴. Quant à l'Allemagne, elle a, dès le

⁴⁸ Voir l'interview d'A. Juppé sur *FR3* du 11 janvier 1995 in *La politique étrangère de la France*. Janvier/février 1995, p.68.

⁴⁹ "Les Quinze maintiennent leur soutien à M. Eltsine malgré la guerre en Tchétchénie". *Le Monde*, 25-01-1995.

⁵⁰ FRACHON, Alain. "Les Européens n'ont pas convaincu la Russie d'arrêter la guerre en Tchétchénie". *Le Monde*, 11-03-1995.

⁵¹ Pour que la liste des réactions occidentales soit exhaustive, il faudrait sans doute ajouter la condamnation de la Russie par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU. Jamais au cours de son histoire, cette commission n'avait émis un avis négatif sur un Etat membre du Conseil de sécurité. La déclaration de mars 1995 a été adoptée au consensus, grâce à l'activisme diplomatique de la France, agissant en sa qualité de président en exercice de l'Union européenne.

⁵² De BRESSON, Henri. "La guerre en Tchétchénie empêche la Russie d'entrer au Conseil de l'Europe". *Le Monde*, 04-02-1995.

⁵³ VERNET, Daniel. "Les juristes du Conseil de l'Europe considèrent que la Russie n'est pas un Etat de droit". *Le Monde*, 14-01-1995.

⁵⁴ "M. Balladur plaide pour une entrée sous condition de la Russie au Conseil de l'Europe". *Le Monde*, 02-02-1995. Voir légalement l'interview d'E. Balladur aux

L'Occident face à la crise tchéchène

12 janvier, clairement fait savoir qu'il serait "contreproductif (...) de réagir en fermant la porte", Klaus Kinkel arguant de ce que la Russie aurait peut-être utilisé d'autres méthodes en Tchétchénie si elle avait été membre de l'organisation européenne des droits de l'homme⁵⁵.

Comment expliquer une telle mansuétude à l'égard de la Russie? L'argument selon lequel l'exigence d'un consensus européen a contribué à prévenir une réplique plus vigoureuse a trop souvent servi d'alibi à un manque de volonté politique pour suffire à en rendre compte. Pourtant il est un fait que des sensibilités divergentes se sont manifestées, qui permettent de dégager trois profils nationaux dans la crise: un ultrapragmatisme conciliant chez les Britanniques, une *Realpolitik* résignée et inquiète en Allemagne, et enfin une complaisance conflictuelle à Paris⁵⁶.

Il semble que seule la Grande-Bretagne ait échappé aux hésitations et aux déchirements qui ont caractérisé les diplomaties allemande et française. L'optique qui prime à Londres est, en effet, hautement réaliste. La "cause tchéchène" laisse froids des dirigeants britanniques qui se refusent à tout sentimentalisme, tandis que la presse tarde, à l'instar du *Guardian*, à s'enflammer pour les malheurs du petit peuple du Caucase⁵⁷. Moscou a décidé de rétablir l'ordre sur ses marches avec une brutalité réminiscente de la Russie tsariste; après tout, c'est dans la logique d'une histoire impériale où la greffe démocratique n'a jamais vraiment pris. Croire qu'il aurait pu en être autrement serait un leurre. En dépit des protestations véhémentes de quelques experts (telle Marie Bennigsen-Broxup pour le *Central Asian Survey*) et de

Dernières Nouvelles d'Alsace du 30-01-1995 in *La politique étrangère de la France*. Janvier/février 1995, p.115.

⁵⁵ Voir *Le Monde*, 14-01-1995.

⁵⁶ Cette rapide classification ne saurait toutefois oblitérer le fait que, dans la crise tchéchène, les clivages interprétatifs passent autant à l'intérieur des pays de l'Union européenne qu'entre eux.

⁵⁷ Ainsi, par exemple, consacrant au général Douaïev une fiche d'information le 19 décembre 1994 sur le mode question-réponse. *The Guardian* s'interroge: "Mais les Russes ne marquent-ils pas un point en ce qui concerne la Tchétchénie? Qu'en est-il de tous ces gangs mafieux?" La réponse est dévastatrice: "il est vrai que les hommes tchéchènes ont une fascination malsaine pour les armes. Les Tchétchènes sont impliqués dans le crime organisé en Russie, et ils maintiennent effectivement la périlleuse tradition du ch'ir, la vendetta. Mais ce ne sont pas les seuls gangsters de Russie et Grozny n'est pas le seul endroit qui ne connaisse pas de loi". Voir "N° 540: Dzhokhar Dudayev". *The Guardian*, 19-12-1994.

rapports sur les violations des droits de l'homme⁵⁸, la gestion de l'affaire tchéchène ne soulève guère de polémique. Troisième partenaire commercial de la Russie, Londres a la ferme conviction qu'il est dans l'intérêt de l'Occident, pour des raisons stratégiques évidentes, de soutenir un pays qui conserve une capacité de nuisance certaine. Qui plus est, par tradition le Foreign Office tend à raisonner en termes d'équilibres européens et de rapports de force. Dans cette perspective, un contrepoids à une Allemagne réunifiée qui risque de devenir trop sûre d'elle-même est toujours bienvenu. Londres poursuit dès lors dans la voie ouverte par Mme Thatcher dès 1987, quand elle avait chaleureusement accueilli un Gorbatchev alors peu prisé en Occident. Et ce, avec une facilité d'autant plus grande qu'elle a des vues parentes de Moscou sur d'autres dossiers, comme l'affaire bosniaque, où, frustrée par les va-et-vient et le manichéisme de l'administration américaine, la Grande-Bretagne souhaite prévenir une marginalisation diplomatique de l'Europe par les Etats-Unis.

C'est sans doute avec plus de peine que l'Allemagne se résigne à une position proche de celle développée par sa voisine britannique - le cynisme ultra-réaliste en moins. Si l'on s'en tient aux faits, la ligne de Klaus Kinkel ne diffère guère, du moins dans les premiers temps, de celle défendue par Strobe Talbott: pour le chef de la diplomatie allemande, nul ne saurait nier aux Russes le droit de sauvegarder l'indivisibilité de leur territoire. Et l'ouest ne peut faire grand chose en la circonstance, si ce n'est inciter les autorités russes à la retenue et les encourager dans la poursuite des réformes. Comme W. Christopher, K. Kinkel incline à penser que l'escalade de la violence ne traduit pas la volonté d'un président russe, qui exerce un contrôle aléatoire sur les forces armées⁵⁹. Son souci premier est, en conséquence, de ne pas saper plus avant la base politique de B. Eltsine. Plus circonspect que son ministre des Affaires étrangères devant la "folie pure" de l'intervention, le chancelier Kohl affirme néanmoins qu'il fera "tout pour placer la Russie sur le chemin d'un Etat de droit, une démocratie parlementaire, un système économique libre"⁶⁰, ce qui le conduit dès le 7 janvier à écarter l'éventualité

⁵⁸ Voir, par exemple, le rapport préparé, en avril 1995, pour la commission parlementaire sur les droits de l'homme de la Chambre Basse dans DRAGADZE, Tamara. "Report on Chechnya". *Central Asian Survey*, vol.14, N°3, pp.463-471.

⁵⁹ ATKINSON, Rick. "Moscow Calls Off German Maneuvers". *The International Herald Tribune*, 10-01-1995.

⁶⁰ PEUCHAMIEL, Bruno. "La 'Realpolitik' de Kohl". *L'Humanité*, 16-01-1995.

L'Occident face à la crise tchéchène

de sanctions économiques contre la Russie⁶¹. Son attitude envers les opposants russes à la guerre en Tchétchénie témoigne assez bien des tensions inhérentes à une politique allemande qui alterne entre l'outrage moral et le désir de préserver de bonnes relations avec Moscou: ainsi, à la veille de son départ pour Washington début février, H. Kohl ne trouve-t-il pas le temps de rencontrer le délégué russe aux droits de l'homme, Sergueï Kovalev, de passage en Allemagne pour demander une intervention des puissances occidentales en faveur de la Tchétchénie⁶². Pour faire oublier l'effet désastreux de cette indécatesse, le chancelier prend l'initiative un mois plus tard d'accueillir devant la presse G. Iavlinsky, l'un des leaders de l'opposition et le chef du Parti Iabloko⁶³.

Pour l'Allemagne, la crise tchéchène représente en effet un défi à la politique conduite depuis la réunification. Convaincue que seule une ouverture vers la Russie peut la prémunir de tentations isolationnistes à relents nationalistes, Bonn a misé sur une étroite et coûteuse⁶⁴ coopération économique avec Moscou, ainsi que sur une amitié personnelle entre H. Kohl et le président Eltsine⁶⁵. A court terme, cette stratégie s'imposait pour garantir le retrait en bon ordre des quelques 340.000 soldats russes stationnés en ex-RDA; à plus longue échéance, compte tenu de la situation géostratégique de l'Allemagne au coeur de l'Europe elle devait autoriser Bonn à "exporter" la sécurité à l'est. Par sa brutalité, l'intervention russe place donc l'Allemagne dans une situation très inconfortable: Bonn ne peut s'abstenir de réagir sous peine d'être accusée de cynisme ou de nostalgies "rapalliennes"; ses partenaires occidentaux s'attendent par surcroît à ce qu'elle fasse jouer ses bonnes relations avec le Kremlin pour favoriser l'arrêt

⁶¹ Voir "Helmut Kohl exclut des sanctions économiques contre la Russie". *Le Monde*, 10-01-1995.

⁶² SHIHAB, Sophie. "La fuite en avant du Kremlin en Tchétchénie". *Le Monde*, 11-02-1995.

⁶³ SAFIRE, William. "Toward Moscow Clinton Is All Thumbs". *The International Herald Tribune*, 10-03-1995.

⁶⁴ Près de 50% de l'aide occidentale à la Russie, pour un coût total de plus de 80 milliards de francs, vient d'Allemagne. Bonn constitue en outre le premier partenaire commercial, le premier investisseur et le premier créancier de la Russie en Europe. Pour un détail des engagements allemands en Russie, voir OLDENBURG, Fred. "Allemagne et Russie: une perspective allemande". *Nouveaux mondes*, N°3, automne 1993, pp.109-130.

⁶⁵ On pourra se reporter avec profit à l'excellente mise en perspective des relations germano-russes proposée par FRISTCH-BOURNAZEL, Renata. "Moscou-Bonn: l'heure des comptes", *Politique internationale*. N°63. Print. 1994, pp.153-166.

des hostilités. Dans le même temps, toutefois, elle ne saurait verser dans une condamnation sans réserve, qui menacerait la réconciliation germano-russe péniblement échafaudée depuis quatre ans. Sur la scène intérieure enfin, les autorités allemandes doivent faire avec l'indignation grandissante d'une population, qui n'a jamais nourri envers B. Eltsine l'affection vouée à son prédécesseur, et qui réagit fortement aux violations des droits de l'homme à Grozny. Alors même que la presse appelle les dirigeants allemands à cesser de considérer l'affaire tchéchène comme un problème intérieur, le gouvernement affiche ses divisions. Prenant le contre-pied du chancelier, le ministre de l'Economie, Guenther Rexrodt, se prononce pour des sanctions économiques "dans un cadre européen, mais aussi allemand"⁶⁶. Quant au Bavarois Théo Waigel, ministre des Finances, il estime qu'il faut lier l'aide aux progrès accomplis en matière de réformes économiques⁶⁷. L'administration craint en particulier que le coût financier de l'opération tchéchène n'obère fortement la politique de stabilisation économique, faisant ainsi dérailler l'ensemble du processus politique⁶⁸.

Mais là n'est pas la seule contestation à laquelle le chef de la diplomatie allemande soit confronté. L'entrée en dissidence du ministre de la Défense, latente depuis des mois, est d'une autre envergure. Partisan d'une plus grande intransigeance envers les Russes, Volker Rühle questionne en effet les soubassements mêmes de la diplomatie de Kinkel, à savoir son interprétation du système politique et des intentions russes. Pour le responsable de la Défense, "la Russie doit décider si elle entend rechercher la grandeur chez elle ou par l'expansion"⁶⁹. Au moment où les dirigeants russes annulent des manoeuvres militaires conjointes prévues pour l'été 1995⁷⁰, V. Rühle s'interroge: jusqu'où l'Allemagne peut-elle soutenir un Boris Eltsine de plus en plus impopulaire sans risquer de compromettre les réformes démocratiques en Russie? Et dans quelle mesure Bonn doit-elle prendre en considération les préoccupations de sécurité russe dans la formulation de sa

⁶⁶ PICAPER, Jean-Paul. "Le général Gratchev indésirable en RFA". *Le Figaro*, 25-01-1995

⁶⁷ PICAPER, Jean-Paul. "Helmut Kohl : 'Les menaces ne mèneront à rien' ", *Le Figaro*, 09-01-1995.

⁶⁸ DELATTRE, Luc. "L'Allemagne s'interroge sur l'avenir des réformes entreprises par Moscou". *Le Monde*, 08/09-01-1995.

⁶⁹ DEMPSEY, Judith. "Germany searches for best leverage". *The Financial Times*, 05-05-1995.

⁷⁰ Voir "Helmut Kohl exclut des sanctions économiques contre la Russie". *Le Monde*, 10-01-1995.

L'Occident face à la crise tchétchène

position sur l'élargissement de l'OTAN?⁷¹ De la réponse à ces questions dépend la faisabilité d'un partenariat avec Moscou. A court terme, cependant, la position du ministre de la défense demeure minoritaire.

Par contraste avec le cas allemand, où les polémiques gouvernementales font échos aux incertitudes du public, la situation française se caractérise par un hiatus inégalé en Europe entre le monde politique, assez unanime à privilégier le "partenariat" avec la Russie, et une presse violemment critique. Très tôt en effet, les médias français ont stigmatisé la politique russe. La crise tchétchène, d'abord considérée comme un *défi* à la construction démocratique, ne tarde pas à être dépeinte comme un *alibi* à la mise en place d'un pouvoir autoritaire voulu par le "parti de la guerre" ou/et Boris Eltsine lui-même⁷². Dans le même temps, le portrait de la Russie passait du registre de la *victime* en proie à des forces centrifuges à celui de l'*agresseur* grand-Russe aux velléités expansionnistes. Et la critique de la "sauvagerie" russe ne tardait pas à déboucher sur un jugement d'incapacité consanguine à tirer des enseignements du passé, à intégrer des normes démocratiques ou encore à abdiquer une logique impériale transcendant le régime soviétique. Que ce soit dans une variante soulignant la parenté de l'"eltsinisme" avec le brejnevisme (l'enlèvement en Afghanistan et la maladie du chef du Kremlin)⁷³ et le gorbatchévisme dernière période (avec le "virage à droite" de l'intervention en Lituanie)⁷⁴, ou que l'on puise dans un registre métaphorique empruntant à l'imagerie du tsarisme (le tsar Boris gouvernant par l'absence au milieu d'un cour byzantine dominée par la figure raspoutinienne du chef de la garde présidentielle, Korjakov)⁷⁵, ce type

⁷¹ Début février, c'est la ligne Rùhe, soutenue en la matière par le chancelier, qui vaudra au Ministre de la Défense, Pavel Gratchev, d'être invité à ne pas se rendre à la Wehrkunde, le célèbre forum annuel sur les questions de défense auquel il avait été originellement convié. Voir PICPAPER, Jean-Paul. "Le général Gratchev indésirable en RFA". *Le Figaro*, 25-01-1995.

⁷² Dès le 29 novembre, Sophie Shihab s'interrogeait ainsi sur le sens du soutien apporté par les Russes à l'opposition tchétchène: les Russes "ne visent-ils pas d'abord à installer le chaos dans la région pour justifier un accroissement de leur présence militaire?". Voir SHIHAB, Sophie. "La nouvelle offensive militaire de l'opposition a échoué". *Le Monde*, 29-11-1994.

⁷³ Se reporter par exemple à DESPIC-POPOVIC, Hélène. "La statue qui titube". *Libération*, 22-03-1995 ou encore à JULLIARD, Jacques. "La facture du stalinisme". *Le Nouvel Observateur*, 06/11-01-1995.

⁷⁴ Voir DESPIC-POPOVIC, Hélène, *op. cit.*

⁷⁵ Voir notamment DENIAU, Jean-François. "La démocratie en échec". *L'Express*, 09-02-1995, p.47; MENDRAS, Marie. "Eltsine pris au piège". *L'Express*, 04-01-1995 et

d'analyses parcourt l'ensemble de la presse française. Presque unanimement, les commentateurs concluent sur une sévère mise en garde contre les dangers d'une "stratégie d'apaisement", qui menace d'alimenter les ambitions russes et d'annihiler toute chance de démocratisation⁷⁶. Comment expliquer, dès lors, que l'impitoyable virulence de la presse n'ait pas trouvé davantage de répondant dans les sphères du pouvoir?

Si l'on fait un rapide tour d'horizon des réactions politiques au conflit, le constat est en vérité affligeant: ni la crise en Tchétchénie ni sa gestion par le gouvernement Balladur ne prêtent à discussion. A peine remarque-t-on, à l'Assemblée, quelques questions adressées à l'exécutif. Certes, le parti socialiste, quoiqu'inhibé par son allégeance au miterrrandisme, "condamn[e] l'intervention brutale de l'armée russe en Tchétchénie" qui, affirme-t-on dans un communiqué du Bureau national du Parti socialiste du 17 janvier, "est un danger pour la paix dans l'ensemble de la région"⁷⁷. Mais sur le fond, l'approche développée par le P.S. ne diffère guère de celle du gouvernement: il n'est en aucun cas question de contester aux dirigeants russes le droit de rétablir l'ordre public sur leur territoire, encore moins de reconnaître aux Tchétchènes un éventuel droit à l'autodétermination⁷⁸. Quant à la nécessité de préserver de saines relations avec la Russie, elle ne fait apparemment de doute pour personne⁷⁹.

SITBON, Guy. "Le Raspoutine du tsar Boris". *Le Nouvel Observateur*, 17-12-1994, p.70.

⁷⁶ "La guerre en Tchétchénie, écrit Daniel Vernet de façon assez archétypale, a montré que loin de modérer les ardeurs russes, l'indulgence les a plutôt encouragées. La politique d'"apaisement" (...) a produit les effets contraires de ceux recherchés. Plus les Occidentaux ont fait des concessions à M. Eltsine afin de ne pas l'affaiblir face à ses adversaires "de droite", plus Moscou a accentué sa politique interventionniste et pris ses distances par rapport à la ligne conciliante suivie pendant quelques années". Voir VERNET, Daniel. "Persévérance russe et indulgence occidentale". *Le Monde*, 24-01-1995.

⁷⁷ Service de presse du Parti socialiste.

⁷⁸ Pour P. Mauroy, président de l'Internationale socialiste, l'objectif est seulement de parvenir à "concilier une solution politique susceptible d'assurer l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie et la reconnaissance de l'identité tchétchène". Service de presse du Parti socialiste.

⁷⁹ On notera les affinités entre la politique française dans la crise et les objectifs de politique russe définis par le candidat RPR aux présidentielles. Jacques Chirac qui, dans son programme électoral, affirme "souhaiter une relation de partenariat avec la Russie" pour éviter l'isolement d'un pays auquel "nous sommes en droit de rappeler que l'appartenance à la famille européenne l'oblige à respecter nos règles communes". Voir "Consolider l'amitié franco-américaine". *Le Monde*, 17-03-1995.

L'Occident face à la crise tchéchène

Cette étonnante convergence trouve plusieurs explications. Là où il y a eu dissensions administratives, celles-ci n'ont tout d'abord pas été autorisées à s'exprimer sur la place publique. On sait par exemple que le ministre des Affaires étrangères français, réticent à l'idée d'un déplacement à Moscou pour célébrer l'anniversaire de la victoire alliée sur le nazisme, aurait souhaité adresser une mise en garde plus ferme à la Russie, mais sans parvenir à emporter l'adhésion⁸⁰. Le deuxième facteur, sans doute assez prégnant, tient au calendrier politique français. La crise tchéchène intervient en pleine campagne présidentielle, donc à un moment où les regards, publics et privés, se choisissent d'autres horizons que les montagnes du nord-Caucase. Paradoxalement, cette même conjoncture politique incite les responsables français à ménager la Russie. Au plus fort de la crise tchéchène, la préoccupation de politique européenne du gouvernement Balladur va en effet à l'organisation de la Conférence sur la stabilité en Europe qui doit, à Paris, être couronnée par la signature d'un Pacte du même nom. A deux mois des présidentielles, le premier ministre est plus que jamais soucieux de s'assurer la participation de la très sceptique Russie⁸¹ sans laquelle le Pacte risquerait de n'être qu'une coquille vide, ce qui lui interdit de trop prestes critiques à l'égard du Kremlin. A un troisième niveau -plus général-, l'enthousiasme avec lequel l'élite française s'était ralliée à l'été 1991 à un Boris Eltsine soudain érigé, du haut de son char, en sauveur de la Russie - un enthousiasme d'autant plus radical qu'il était tardif - a peut-être contribué à l'aveugler sur les intentions d'un dirigeant aux convictions démocratiques évasives.

⁸⁰ Interrogé sur *TF1* sur la question de savoir s'il "est bien utile" de se rendre à Moscou, A. Juppé répond ainsi: "On explique que c'est un geste vis-à-vis du peuple russe qui s'est battu à nos côtés contre le nazisme et le fascisme, soit. Mais la façon dont les autorités russes se comportent, ce moratoire qui consiste à interrompre, et même pas à interrompre en réalité, les hostilités le temps des festivités, est quelque chose qui devrait mériter une réaction forte de la part des puissances internationales, dont la France". Pour le texte de l'interview, se reporter à *La politique étrangère de la France*. Mai/juin 1995, p.3. Le 30 avril, le Ministre des Affaires étrangères français annonce qu'il ne se rendra personnellement pas à Moscou.

⁸¹ Voir SHIHAB, Sophie et RIOLS, Yves-Michel. "La Russie réserve un accueil mitigé au Pacte de stabilité en Europe". *Le Monde*, 28-05-1994. En mai 1994, la Russie réticente ne s'était finalement laissée amadouer que par quelques concessions en uranium enrichi, la France acceptant de lever les obstacles qu'elle mettait au nom de la protection de son industrie à la signature d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Kremlin. Afin de convaincre ses partenaires russes, elle s'était également engagée à soutenir la candidature de la Russie au Conseil de l'Europe, à favoriser l'extension du G7 en G8 et à soutenir l'octroi à la Russie d'un statut particulier dans le cadre du Partenariat pour la Paix proposé par Washington.

Par-delà l'air du temps, le ménagement de Moscou reflète un mélange de convergences de vue et de souvenirs d'amitié qui remontent à l'Entente cordiale (1893). Les premières résultent de l'attachement tout Mitterrandien aux grands ensembles géopolitiques hérités des guerres du XX^{ème} siècle, dont le président craint, comme en Yougoslavie, l'implosion violente⁸². Fort de ces considérations statocentriques, on n'est pas éloigné de penser au Quai d'Orsay que les liens avec la Russie peuvent continuer de jouer le rôle qui leur a été dévolu pendant les décennies passées, à savoir celui d'un rééquilibrage de la puissance allemande en Europe et d'un contrepoids à l'influence américaine. Comme la Grande-Bretagne, la France se réjouit ainsi que la Russie soit associée au règlement de la crise yougoslave. Outre un proserbisme pâissant, elle partage avec le Kremlin une faiblesse pour l'Irak, qui les conduit tous deux à militer en faveur de la levée des sanctions économiques. Enfin, et c'est peut-être l'essentiel, l'engagement français en faveur de la Russie repose sur la croyance, très influencée par une lecture "tsariste" de la politique de sphères d'influence conduite par Moscou à sa périphérie, selon laquelle la Russie, temporairement affaiblie, retrouvera bientôt sa puissance et son rang⁸³.

Dans ce contexte, le gouvernement français reste fidèle à deux principes: la certitude que "la pire perspective serait donc celle d'une Russie isolée par un nouveau "cordon sanitaire" (...), humiliée de ses faiblesses mais toujours dotée de milliers d'armes nucléaires"⁸⁴; et un relatif optimisme quant aux chances de démocratisation du pays. La conclusion est classique: il convient de se dispenser de toute critique pouvant déstabiliser les forces que l'on veut consolider.

Ainsi, au terme de cette deuxième phase de la crise tchéchène, et par des cheminements différents, les responsables occidentaux convergent donc vers une progressive relégation du conflit. Alors que dans le cas américain, c'est un mélange d'obsession nucléaire et d'optimisme tempéré qui conduit, dans un climat de plus en plus isolationniste, à opter pour la continuité

⁸² Voir VERNET, Daniel. "De Sarajevo à Grozny". *Le Monde*, 12-01-1995.

⁸³ Pour Alain Juppé, "En dépit des difficultés que traverse la Russie, l'accumulation des ressources militaires, économiques et politiques dont disposent les trois ensembles [Etats-Unis, Europe et Russie] en font encore les acteurs principaux de la scène internationale". Voir le discours qu'il prononce à l'occasion du vingtième anniversaire du Centre d'analyse et de prévision in *La Politique étrangère de la France*. Janvier/février 1995, p.121.

⁸⁴ *La politique étrangère de la France*, op. cit.

L'Occident face à la crise tchétchène

diplomatique, en Europe ce choix constitue le résultat paradoxal des inquiétudes suscitées par les nouvelles orientations russes. Géographiquement plus proche, plus sensible aussi au sentiment d'insécurité des pays d'Europe centrale au moment où Washington reconsidère son engagement sur le continent, l'Europe de l'ouest ne peut manquer de considérer avec une authentique préoccupation les dérives du régime eltsinien et la possible résurgence d'ambitions impériales dont elle a eu à souffrir pendant des décennies. L'échec de la tentative de fermeté européenne doit donc se comprendre à la lumière des enjeux particuliers que présentent, pour l'Europe de l'ouest, une démonstration de force russe sur le continent. Que ce soit par pragmatisme traditionaliste comme dans le cas britannique, par souci scrupuleux de trouver un équilibre entre engagements centre-européens et stabilisation de la Russie - la variante allemande, ou encore par attachement persistant aux logiques d'alliances et d'influence comme en France, les chefs d'Etat européens se sont convaincus qu'ils ne pouvaient, en faisant fi des préoccupations de sécurité russes, se payer le luxe d'un regain de tension en Europe.

La tentation de l'oubli ou la normalisation des rapports avec Moscou

La troisième phase s'ouvre à la mi-mars avec deux décisions occidentales qui marquent le début d'une rapide réhabilitation de la Russie. Le 10 mars 1995, en visite à Moscou Michel Camdessus, directeur général du F.M.I., annonce que le Fonds monétaire va octroyer à la Russie un crédit de stand-by de quelques 6,3 milliards de dollars (une somme qui représente la totalité du quota de la Russie au F.M.I.) au titre de son programme annuel de réformes. Ce crédit, prévu depuis des mois, était resté en suspens, crise tchétchène oblige⁸⁵. Le virage amorcé est confirmé dix jours plus tard lorsque Bill Clinton affiche son intention de se rendre à Moscou le 9 mai pour célébrer le cinquantième anniversaire de la victoire alliée contre les Nazis, et d'y tenir une rencontre au sommet avec B. Eltsine⁸⁶. L'invitation avait été

⁸⁵ Ce nouveau prêt s'ajoute aux 43 milliards promis par le G7 en 1993 et aux 24 milliards de 1992. ATOUN, Hélène. "L'Occident finance les massacres". *Le Quotidien de Paris*, 13-04-1995.

⁸⁶ La proposition avait été lancée par l'intermédiaire de M. Kozyrev à l'occasion des discussions bilatérales des 17 et 18 janvier à Genève, sans qu'il soit possible de parvenir à fixer un calendrier précis. Le 17 février, W. Christopher faisait savoir que le président avait l'intention de célébrer les fêtes du cinquantième de la victoire alliée aux Etats-Unis, et qu'il ne se rendrait pas en Russie avant "qu'une solution [soit] trouvée à la crise". "M. Clinton ne se rendra pas à Moscou avant un règlement de la

lancée par le président russe dès la mi-janvier. Il aura fallu à B. Clinton, soumis aux pressions du Congrès⁸⁷ et peu enthousiaste à l'idée de voir défiler sur la Place rouge des troupes d'élite de retour de Tchétchénie, deux longs mois pour décider s'il devait accepter de prendre le risque de cautionner l'intervention russe par sa présence, dans l'espoir incertain de conforter des relations américano-russes obérées par la multiplication des contentieux⁸⁸.

Deux mois: c'est donc à peu près le temps que la mauvaise conscience occidentale aura mis à se diluer dans un néoréalisme prétendument lucide...A l'instar du président américain, les autres dirigeants occidentaux donnent leur accord, avec des subtilités de protocole qui reflètent joliment la stratification des points de vue concernant les relations avec la Russie. Les plus chauds partisans d'un appui au président Eltsine, Bill Clinton et John Major, le premier ministre britannique, assistent ainsi aux cérémonies de la Place rouge, finalement réservées au défilé d'anciens combattants. Ils s'abstiennent par contre de paraître à la parade militaire organisée à Poklonnaia Gora pour ménager les susceptibilités occidentales. Plus en retrait, le chancelier Kohl et le président Mitterrand, qui a pourtant été l'un des premiers chefs d'Etat occidentaux à décider de faire le voyage et qui préfère le prétexte d'un agenda surchargé à un refus explicite, manquent les deux rendez-vous militaires⁸⁹. De la Tchétchénie, où un cessez-le-feu non respecté a été décrété par le Kremlin à l'approche des célébrations, il n'est guère question, si ce n'est sur un mode allusif. Bill Clinton ne se hasarde à hausser le ton qu'à l'occasion d'un discours devant les étudiants de l'Université de Moscou, qui se voient invités à goûter les vertus de la patience⁹⁰. Quant à François Mitterrand, il brode élégamment sur ces "quelques points du monde ou d'Europe, où bien des batailles pourraient être évitées", pendant que sa femme reçoit à la résidence

crise tchéchène". *Le Monde*, 19/20-02-1995 et ZECCHINI, Laurent. "Le sommet Clinton-Eltsine aura lieu à Moscou le 11 mai". *Le Monde*, 22-03-1995.

⁸⁷ Soixante trois sénateurs américains avaient signé une pétition demandant au président Clinton de ne pas aller à Moscou.

⁸⁸ Au rang des nouveaux différends américano-russes figurent en bonne place la question de la vente de réacteurs nucléaires à l'Iran, l'élargissement de l'OTAN à l'est et la gestion du dossier bosniaque.

⁸⁹ De CHIKOFF, Irina. "Russie: les ruines de Grozny en toile de fond". *Le Figaro*, 08-05-1995.

⁹⁰ "Read Clinton's Address". *The International Herald Tribune*, 12-05-1995 et ERLANGER, Steven. "Small Steps On Big Issues As Yeltsin and Clinton Meet". *The International Herald Tribune*, 11-05-1995. Le discours du président américain est reproduit intégralement dans "Clinton Urges Russians to "Stay The Course" Toward Democracy" in *USIS International Affairs*.. N°13. 19-05-1995, pp.1-7.

L'Occident face à la crise tchéchène

de l'Ambassade de France, Sergueï Kovalev ainsi qu'une délégation des "mères des soldats russes"⁹¹.

Sur cette lancée, la normalisation des rapports avec la Russie se poursuit presque sans accroc jusqu'aux "déplorables" développements de la fin de l'année. Certes, il y a bien encore après le mois de mars quelques moments d'émotion outragée, comme lors de la prise de Samachki, l'un des derniers bastions de la résistance tchéchène, détruit par les troupes russes alors même que la plupart des combattants tchéchènes avaient fui la ville avant l'assaut⁹². Bruxelles "condamne avec la plus grande fermeté les exactions commises à l'encontre des civils, la violation des droits élémentaires des citoyens"⁹³. Mais dans l'ensemble, les développements sur le terrain, la nouvelle modération des dirigeants russes et une certaine lassitude occidentale oeuvrent à l'oubli.

Le soulèvement des républiques voisines du Caucase tant attendu ne s'est tout d'abord pas produit, confirmant le caractère local du conflit et légitimant ainsi le désintérêt occidental. De plus, après la chute de Grozny le 20 janvier et l'écrasement brutal des villes encore tenues par les combattants tchéchènes au printemps, on s'achemine tout doucement vers une accalmie militaire qui correspond à l'entrée dans une phase de guérilla. Le jour, un semblant d'ordre - russe - commence à régner en Tchétchénie, où une administration autochtone fantoche a été nommée au lendemain de la prise de la capitale. Même la colère de l'opinion publique russe, majoritairement hostile à l'envoi de conscrits dans ces confins de la Fédération, s'épuise au fil des semaines, consumée par des préoccupations quotidiennes plus immédiates. Le schème d'analyse qui consistait à représenter l'affaire tchéchène comme le fait d'une poignée d'apparatchiki dévoyés en opposition à une bourgeonnante société civile s'en trouve ébranlé, ce qui fournit deux arguments précieux aux partisans d'une rapide oblitération de la question tchéchène. D'une part, comment l'Occident pourrait-il être plus dur envers les responsables moscovites que ne le sont les Russes eux-mêmes, interrogent certains, au Quai d'Orsay notamment. Pour légitimer une ingérence occidentale, il faudrait à tout le moins pouvoir compter sur le soutien de la population.

⁹¹ MOINET, Jean-Philippe. "L'appel à la paix de Mitterrand". *Le Monde*, 10-05-1995.

⁹² LASSERRE, Isabelle. "Tchéchénie: le martyr de Samachki". *Le Figaro*, 15/16-04-1995 et SHIHAB, Sophie. "A Samachki, village martyr de Tchétchénie, les rescapés témoignent". *Le Monde*, 19-04-1995.

⁹³ Voir le communiqué de l'Union européenne du 15-04-1995 in *La politique étrangère de la France*. Mars/avril 1995, p. 209.

D'autre part, l'incapacité de l'opposition politique libérale à capitaliser le mécontentement public et les cruelles divisions internes qu'elle a exhibées pendant la crise ont contribué à miner sa crédibilité et achevé de convaincre les dirigeants occidentaux qu'il n'existe pas d'alternative à B. Eltsine.

Conscient du coût que représente l'affaire tchéchène en terme d'image, celui-ci s'est par ailleurs employé à rassurer ses partenaires américains et européens, à l'occasion de la tournée de Victor Tchernomyrdine en Grande-Bretagne et en France début mars⁹⁴, ou au cours des nombreuses rencontres préparatoires du sommet américano-russe de mai. Dans le même esprit, Moscou a poursuivi une coopération minimaliste avec l'OSCE, acceptant le déploiement permanent à Grozny d'un "groupe d'assistance"⁹⁵ qui sera amené à jouer un rôle de médiation pendant les pourparlers de l'été. Enfin, la Russie a apaisé l'ire de Washington - laquelle ne demandait qu'à l'être - en faisant avancer quelques dossiers chers aux dirigeants américains, tel le Partenariat pour la Paix dont les documents d'application sont finalement signés le 30 mai, au moment même où le Congrès, déçu des résultats du sommet du 11, venait de relancer le débat sur l'aide à la Russie.

Toutefois, c'est l'affaire de la prise d'otages de Boudennovsk en juin 1995 qui aura raison des dernières réticences occidentales. Jusqu'à la fin avril, les relations de l'Union européenne avec la Russie demeurent en effet assez tendues. Sur le fond, l'absolution européenne est certes acquise depuis la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères consacrée à la question russe du 18 mars, dont A. Juppé promettait la tenue depuis le 20 décembre - un délai assez révélateur des tergiversations européennes. Malgré un diagnostic assombri sur les "forts dysfonctionnements" politiques et le ralentissement des progrès économiques, l'Union européenne demeure convaincue qu'une intégration rapide de la Russie aux structures occidentales présente des vertus pédagogiques et que la communauté internationale a les moyens d'"encourager la Russie à adopter un comportement responsable, en

⁹⁴ Voir "Victor Tchernomyrdine en Occident". *Le Monde*. 02-03-1995.

⁹⁵ Décidée le 29 mars, la création du groupe d'assistance avait été acceptée par Moscou lors du déplacement de la Troïka européenne dans la capitale russe le 9 du mois. Son mandat sera finalisé le 11 avril. C'est sous son égide qui se tiennent, le 25 mai, les premières discussions entre le Kremlin et les indépendantistes tchéchènes. *La Politique étrangère de la France*. Mai/juin 1995. p.56. Pour un compte-rendu des pourparlers, on se reportera aux conclusions du Conseil permanent de l'OSCE, in *La politique étrangère de la France*. Mai/juin 1995. p.102

L'Occident face à la crise tchétchène

matière de politique étrangère"⁹⁶. Pourtant, le 20 juin, le principe de la signature de l'accord intérimaire repoussé en mars n'est pas encore acquis⁹⁷. Une semaine plus tard, jour pour jour, le Conseil européen de Cannes lève l'interdit⁹⁸: entre ces deux dates, la médiation du Premier ministre russe, saluée par l'Union européenne⁹⁹, a permis de trouver une issue pacifique à la crise de Boudennovsk.

Pour le Kremlin, l'enlèvement de mille cinq cents civils russes par un groupe d'indépendantistes tchétchènes sur le territoire même de la Fédération constitue en effet un véritable cadeau diplomatique. Non seulement il vaut à la Russie la sympathie de pays occidentaux de plus en plus sensibilisés à la menace terroriste¹⁰⁰, mais il permet en outre aux autorités russes de légitimer leur version du conflit tchétchène - l'oeuvre de "bandits" et de "terroristes" mafieux. Bruxelles s'empresse de condamner "cet acte de terrorisme inexcusable, qui ne peut que susciter la réprobation de l'ensemble de la communauté internationale", tout en y voyant la preuve d'un nécessaire règlement politique¹⁰¹, tandis que le porte-parole du Département d'Etat

⁹⁶ Voir le point de presse d'A. Juppé le 18 mars in *La politique étrangère de la France*. Mars/avril 1995, p. 81.

⁹⁷ C'est en tout cas ce qu'affirme le Ministre des Affaires étrangères français dans une intervention à l'Assemblée nationale. *La Politique étrangère de la France*. Mai/juin 1995, p.175.

⁹⁸ Voir la conférence de presse conjointe du président J. Chirac et du Président de la Commission européenne, J. Santer le 27-06-1995 in *La politique étrangère de la France*. Mai/juin 1995, p.200. L'accord sera effectivement signé le 17 juillet.

⁹⁹ Voir le communiqué de l'Union européenne du 21 juin 1995 in *La politique étrangère de la France*, Mai/juin, p. 172:

¹⁰⁰ Il n'est que de contempler les éditoriaux de la presse conservatrice américaine pour s'en convaincre. W. Safire, mettant en parallèle l'affaire de Boudennovsk et la prise en otages de Casques Bleus par les Serbes de Bosnie, récuse l'obligation morale de respecter des accords négociés sous la pression du moment. Au lieu de céder, argumente-t-il, il faudrait clairement faire comprendre aux responsables qu'ils seront punis. "Le sentiment de soulagement lors de la libération d'innocents, conclut-il, ne devrait pas oblitérer la conscience que le terrorisme a triomphé en Bosnie et en Tchétchénie". Voir SAFIRE, William. "No Need to Honor Deals With Serbian and Chechen Terrorists". *The International Herald Tribune*, 23/24-06-1995. On pourra également se reporter à l'éditorial du *Times* sur le dénouement de la crise, qui considère "la capitulation au chantage (...) gênante en elle-même" quoiqu'éventuellement "justifiée par un objectif plus large (...) Le coût sera un moindre respect pour la loi, en Russie et au-delà de ses frontières". Voir "Hostage to Weakness". *The Times*, 20-06-1995.

¹⁰¹ Voir la déclaration de la présidence au nom de l'Union européenne du 16 juin in *La politique étrangère de la France*. Mai/juin 1995. p.152-153.

américain, Nicolas Burns, déclare qu'"il ne peut y avoir aucune justification ni aucun soutien à un tel acte terroriste". Affaibli par la malheureuse initiative d'un double assaut militaire avorté et sanglant contre l'hôpital où se sont retranchés les preneurs d'otages, B. Eltsine démontre pourtant la nécessité d'un pouvoir fort en Russie, ce qui renforce paradoxalement l'attachement que certains dirigeants occidentaux lui portent. Telle est du moins la conclusion que tire le nouveau président de la République des événements de Boudennovsk: "Dans un pays qui connaît des difficultés ou qui traverse des bouleversements comme la Russie, affirme Jacques Chirac à Halifax, il importe d'avoir une force à la tête qui soit capable de poursuivre dans la voie qu'elle a tracée; ce qui est le cas aujourd'hui du président russe"¹⁰². Moins séduits que leur homologue français, les autres leaders occidentaux notent cependant avec satisfaction que la gestion de la prise d'otages a contraint le président B. Eltsine à limoger les principaux responsables du "parti de la guerre" (aux nationalités, à l'intérieur et à la sécurité), Pavel Gratchev excepté¹⁰³. Ouvrant la voie à un règlement négocié du conflit qui sera formalisé par la signature d'un accord militaire le 30 juillet, ce nouveau virage modéré lève ainsi le principal obstacle au rapprochement des pays occidentaux avec la Russie¹⁰⁴. La première récompense ne se fait pas attendre: à Halifax, la Russie, à qui l'on a épargné toute critique publique sur sa politique tchéchène, est accueillie dans le cercle des grandes puissances avec l'annonce de la transformation du G7 en G8¹⁰⁵.

Après ce rapide survol des grandes étapes de la réhabilitation diplomatique d'une Russie à l'image quelque peu altérée par certains rougeurs tchéchènes, peut-on conclure, comme certains esprits chagrins ont été enclins à le faire, que l'on est revenu à la case départ au nom d'une *Realpolitik* revigorée par la désidéologisation des relations internationales

¹⁰² Voir la conférence de presse de J. Chirac à Halifax. le 17 juin 1995 in *La politique étrangère de la France*. Mai/juin 1995, p.164.

¹⁰³ Voir SHIHAB, Sophie. "Nouvelle donne à Moscou: le "parti de la guerre" dans une impasse". *Le Monde*, 21-06-1995 et BEESTON, Richard. "Russian deputies unite to condemn Chechen operation". *The Times*, 23-06-1995.

¹⁰⁴ L'accord prévoit notamment un échange de prisonniers et un retrait partiel de l'armée russe contre le désarmement des milices tchéchènes. Mais aucun calendrier n'est fixé et l'enchaînement des étapes demeure l'objet d'interprétations contradictoires. Voir SHIHAB, Sophie. "La confusion entoure l'accord militaire conclu entre Russes et Tchétchènes". *Le Monde*, 01-1995.

¹⁰⁵ SHIHAB, Sophie. "Une aubaine diplomatique pour Boris Eltsine". *Le Monde*, 17-06-1995 et FRACHON, Alain. "M. Eltsine remporte un succès diplomatique au "G8" de Halifax". *Le Monde*, 20-06-1995.

L'Occident face à la crise tchéchène

subséquente à la chute du communisme? Ou doit-on considérer qu'on est entré depuis décembre dernier, avec l'organisation d'élections truquées en Tchétchénie, la résurgence des combats et la nouvelle prise d'otages de Kizliar, dans une nouvelle phase de la gestion par les pays occidentaux du conflit tchéchène? Pour répondre à ces questions, il convient sans doute de déterminer si l'Occident envisage toujours de la même façon les deux interrogations du début de la crise tchéchène, à savoir qui est la Russie et quel "partenariat" peut-on construire avec elle?

La Tchétchénie, berceau des désillusions occidentales?

A considérer l'argumentation qui a valu à la Russie d'être acceptée au Conseil de l'Europe, on pourrait être tenté de surestimer la continuité des politiques occidentales envers le Kremlin et surtout celle des représentations qui les informent. La résolution sanglante de la prise d'otages de Pervomaïskaïa n'aura en effet pas empêché l'organisation garante des droits de l'homme en Europe d'ouvrir ses portes à la Russie par 164 voix pour, 35 contre et 15 abstentions et ce, en dépit des conclusions les plus récentes de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme¹⁰⁶ ainsi que des convictions d'une majorité de députés pour qui, d'après le vice-président de l'un des groupes parlementaires de l'Assemblée, Moscou ne remplissait pas les conditions d'admission¹⁰⁷. Plus préoccupante encore est la naïveté déconcertante de l'argumentation développée en faveur de l'adhésion russe. Comme si aucune leçon n'avait été tirée des vicissitudes de l'affaire tchéchène, l'indulgence du Conseil est légitimée par la même triade rhétorique: la nécessité de ne pas alimenter le ressentiment russe; le désir de

¹⁰⁶ Les experts du Conseil écrivaient encore le 18 janvier que "Du point de vue juridique et des droits de l'homme, en appliquant des critères stricts, la commission doit conclure que la Fédération russe ne remplit pas encore les conditions d'adhésion (...) du Conseil de l'Europe" avant de s'en remettre au jugement politique des membres. "On pourrait toutefois poser la question de savoir si l'accession de la Russie peut en elle-même créer des conditions conformes aux standards du Conseil de l'Europe (...). Ainsi, la décision finale dépendra du critère qui prévaut: une évaluation critique de la situation actuelle (...) ou une évaluation politique des chances et perspectives d'amélioration de cette situation suite à l'admission" de la Russie" in Commission des affaires juridiques et des droits de l'homme. *Opinion on Russia's application for membership of the Council of Europe* (rapporteur M. Bindig, du groupe socialiste allemand). Conseil de l'Europe, doc. 7463, 18-06-1996. p.16.

¹⁰⁷ On sait maintenant que c'est sur une intervention expresse de Jacques Chirac et d'Helmut Kohl que la décision a été finalement prise, endommageant sans doute durablement la réputation du Conseil de l'Europe.

consolider la position de B. Eltsine à quelques mois des échéances présidentielles de juin, et l'espoir de contribuer à réformer la Russie en l'insérant dans les organisations occidentales¹⁰⁸.

On aurait cependant tort de négliger les changements intervenus depuis les débuts de l'intervention, tant dans la distribution des attitudes des puissances occidentales envers la Russie que dans les perceptions du pays. Au printemps de la crise, on avait mis en exergue les différences d'appréciation existant entre les Etats-Unis, soucieux de tirer au plus vite un trait sur Grozny afin de relancer les transformations politico-économiques, de sauvegarder la stabilité régionale et de mener à bien des dossiers jugés prioritaires, et l'Union européenne, qui affichait ostensiblement son indignation tout en choisissant une tactique du repli par crainte des répercussions qu'auraient un effritement du pouvoir central et une montée aux extrêmes nationalistes sur la sécurité en Europe. Près d'un an plus tard, le tableau mérite quelques retouches.

La crise tchéchène a eu raison du "mythe du sauveur". Celle-ci a non seulement balayé la croyance selon laquelle le président russe serait animé par une pure conviction démocratique, mais également démontré ses limites en tant que dirigeant politique - contrôle incertain sur les principales institutions du pays, l'armée en premier lieu, et manque d'habileté dans la gestion du conflit. Certes, les analystes s'affrontent encore sur la nature du système décisionnel en Russie et en particulier sur la question de savoir si la tournure sanglante prise par la crise tchéchène traduit la volonté répressive du président ou résulte d'un conflit d'influence entre "colombes" et "faucons" de son entourage. Certains, dont est Alain Besançon, dénoncent cette représentation dichotomique du pouvoir russe comme l'intégration des catégories suggérées par la propagande moscovite depuis l'époque soviétique, afin de convaincre les Occidentaux d'apporter leur soutien à ceux qui leur sont donnés à voir comme plus flexibles, quand bien même ils appliquent une politique de "durs"¹⁰⁹. Dans les chancelleries occidentales, on contourne ce dilemme interprétatif en soulignant la permanence à travers l'histoire de luttes

¹⁰⁸ Ainsi, pour le conservateur britannique Lord Atkinson, "dire non serait dire oui à une Europe divisée" tandis que le rapporteur sur la demande d'adhésion, le suisse Ernst Muehleman (libéral), brandit la menace symbolique d'un nouveau Weimar: "l'histoire a démontré que lorsque des pays étaient exclus, ils devenaient agressifs". Ces prises de position sont rapportées dans "L'Europe ménage une place à la Russie", *op. cit.*

¹⁰⁹ Entretien avec l'auteur, le 06 février 1996.

L'Occident face à la crise tchéchène

d'influence dans les coulisses du Kremlin¹¹⁰: à quoi bon se préoccuper, maintenant, d'une opacité du pouvoir centenaire? Dans l'attente de l'échéance présidentielle, les Etats occidentaux n'ont, il est vrai, guère d'autre choix que de persister dans un soutien mou au président Eltsine, faute de mieux¹¹¹.

Déçu par le chef de l'Etat russe, *l'Ouest est également revenu de son "rêve démocratique"*. La Tchétchénie est sans doute loin d'être le seul facteur explicatif de cette désillusion; mais on ne saurait nier que l'argumentation juridique douteuse utilisée pour justifier l'opération, le rôle exorbitant dévolu au Conseil de sécurité dans le processus de décision, le retour de la censure ou la pratique systématique de la "terre brûlée" aient incité à revoir les espoirs occidentaux à la baisse. Même si la démocratie est toujours officiellement à l'ordre du jour et si certains responsables continuent d'affirmer, à l'instar de Bill Clinton ou d'Hervé de Charette, qu'ils croient aux promesses de réformes réitérées par Victor Tchernomyrdine lors de sa visite à Washington fin janvier ou par E. Primakov dans ses entretiens avec le chef de la diplomatie française à Moscou, il est devenu évident pour tout le monde que la Russie ne se transformera pas de sitôt en une démocratie à l'occidentale.

En la matière, l'intervention russe dans le Caucase semble avoir distinctement encouragé un *retour en force des lectures culturalistes et déterministes du développement politique russe*. Avec ses deux cents ans de lutte contre Moscou, le cause tchéchène se prêtait à merveille, il est vrai, aux parallèles historiques. Stephen Blank, professeur à l'Institut d'Etudes Stratégiques du U.S. Army War College, est loin d'être seul à penser que l'"invasion [de la Tchétchénie] traduit un retour à une façon quasi-tsariste de gouverner"¹¹². La réhabilitation du paradigme "tsariste" ne date certes pas de la crise, puisqu'elle est née d'une réaction contre une interprétation totalitaire de l'Union soviétique qui oblitérait le poids de l'histoire et de l'identité russes dans la genèse du socialisme à l'est. Pourtant, à lire les prises de position

¹¹⁰ Entretien de l'auteur avec Mme Trichet, de la sous-direction des Affaires européennes chargée des relations avec la Russie et du dossier tchéchène, le 08-02-1996.

¹¹¹ A la lumière des développements qui ont suivi en Russie la victoire des communistes et des nationalistes aux législatives, les Etats-Unis ont d'ailleurs annoncé qu'ils ne soutiendraient aucun candidat en particulier lors des présidentielles de juin, mais seulement le bon déroulement du processus électoral.

¹¹² BLANK, Stephen. "Yeltsin's Folly: The Russian Invasion of Chechnya". *Mediterranean Quarterly*, vol.6, N° 3, été 1995. p.95

occidentales au fil de la crise, on ne tarde pas à se convaincre que l'affaire tchéchène aura fait entrer dans la nouvelle "science normale" sur la Russie deux axiomes culturalistes: *il serait vain de croire à une métamorphose russe, car la "Russie éternelle", autoritaire et impériale, n'évolue ni ne change.* Voyez le comportement de l'armée en Tchétchénie, a-t-on pu lire à loisir: même mépris des vies humaines, même brutalité depuis des siècles¹¹³. L'absolution des massacres de Tchétchénie au nom des changements dramatiques expérimentés par la Russie en l'espace de quelques années, courante au début de la crise, a progressivement disparu des discours occidentaux, sauf peut-être en France, où la russophilie à toute épreuve du président Chirac nous vaut des professions de foi souvent surprenantes¹¹⁴. En conséquence, et c'est le deuxième axiome, il convient de réaliser que *la capacité de l'Occident à infléchir l'évolution domestique de la Russie est par essence modeste.*

L'impact de la crise tchéchène sur l'adhésion à ce deuxième axiome mérite d'être souligné dans la mesure où toute la stratégie coopérative poursuivie par le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, et répliquée par le ministre des Affaires étrangères allemand, Klaus Kinkel, repose sur le postulat selon lequel la Russie peut être aidée sur la voie de la démocratie. Dès la mi-février, l'éditorialiste William Pfaff mettait pourtant en garde contre une surestimation de la capacité des Etats-Unis à modeler le cours russe et en tirait argument pour prescrire un désengagement américain de la scène politique russe et une définition plus précise du cadre des relations bilatérales¹¹⁵. Cette interprétation semble avoir fait son chemin depuis. Ainsi, le vice-président des Etats-Unis, Al Gore, confirmait-il fin octobre 1995 dans une interview au *Financial Times* que "l'aptitude des Etats-Unis à influencer la vie politique est pour le moins limitée", tout en concluant qu'elle pouvait

¹¹³ Telle est l'argumentation développée, pour n'en citer qu'un exemple, par PITETTE, Yvette. "Tchéchénie: la brutalité russe". *La Croix-L'Événement*, 21/22-01-1996.

¹¹⁴ Au terme de sa visite à Moscou du 22 janvier 1996. M. Hervé de Charette rappelait ainsi qu'"il faut bien être conscient que la Russie a fait au cours des dernières années un chemin considérable, non sans sacrifices, non sans épreuve pour le peuple russe et ce choix est, je crois, un choix irréversible". Dans le même entretien, le chef de la diplomatie française trouvait le moyen de compatir avec les déboires du président russe à Pervomaïskaïa: "Nous, Français, nous savons ce que c'est. Nous étions victimes de telles méthodes que nous condamnons". Service de presse du Ministère des Affaires étrangères.

¹¹⁵ PFAFF, William. "Give Russia Secure Neighbors and Principled Targets to Meet". *The International Herald Tribune*, 16-02-1995.

L'Occident face à la crise tchéchène

malgré tout jouer un rôle "décisif" à condition d'être intelligemment utilisée¹¹⁶.

Si l'existence d'une inertie et d'une autonomie fondamentale des dynamiques de changement en Russie fait désormais consensus, le champ des prescriptions politiques afférentes demeure traversé par des conflits que la crise de Tchétchénie a révélés mais non résolus. Un premier type de réponses consiste à conclure de ces prémisses qu'il est inutile de verser des milliards de dollars "dont on ne reverra jamais un kopeck" dans les poches de mafieux russes. Il vaut mieux, telle est l'argumentation développée en France par Alain Besançon, laisser les Russes se débrouiller seuls et attendre qu'ils se relèvent, ce qui arrivera toujours bien assez tôt - c'est-à-dire, eu égard à la lenteur spécifique de l'histoire russe, d'ici 20 à 25 ans. A l'autre extrême, une deuxième optique consiste à tenter d'oeuvrer par petites touches à des changements de mentalité dont on persiste à croire qu'une intégration de la Russie aux structures de la communauté internationale peut favoriser l'accomplissement. La participation de soldats russes sous commandement de l'OTAN au plan de paix en Bosnie procède d'une semblable analyse, qui est celle dont se réclament encore officiellement dirigeants américains et allemands.

A mi-chemin entre ces deux positions, on peut, comme y invite William Pfaff, reléguer au second plan certaines ambitions démocratiques et, prenant son parti de l'autoritarisme russe, limiter ses exigences à la régulation des relations extérieures du Kremlin. En l'occurrence, il s'agirait de ménager des espaces de coopération dans les domaines jugés essentiels aux intérêts nationaux de chacun, tout en reconnaissant une plus grande latitude aux Russes dans des régions avec lesquelles l'histoire leur a valu des liens étroits. Cette approche, très néoréaliste, est celle qui semble avoir prévalu en Grande-Bretagne tout au long de la crise, avec une constance qui tranche sur les fluctuations incessantes de ses partenaires occidentaux. Il semblerait que la France, en dépit des dires officiels, s'y soit ralliée depuis quelques mois. Le cynisme avec lequel les autorités françaises ont accueilli les massacres de Pervomaïskaïa, juste après que J. Chirac eut reçu le président Eltsine à Paris, fin octobre, laisse à penser qu'en la matière Paris s'est décidé à privilégier ses

¹¹⁶ MARTIN, Jurek. "I used the metaphor of our space shuttle..." *The Financial Times*, 28-10-1995.

intérêts stratégiques de long terme...en particulier la construction, longtemps rêvée, d'une architecture de sécurité proprement européenne¹¹⁷.

D'une certaine façon, telle est également la trajectoire suivie par l'administration Clinton tandis que, de concession en concession, l'objectif démocratique brandi au nom d'un certain idéalisme était éclipsé en Tchétchénie par un désir d'ordre. Le problème est que le calcul de la Maison blanche reposait sur deux axiomes supplémentaires, sévèrement remis en question à la suite des élections de décembre. Le comportement de la Russie sur la scène internationale était tout d'abord appréhendé dans le cadre d'une approche géopolitique dissociant l'"étranger proche" - où le "réflexe impérial" pouvait se voir reconnaître des intérêts particuliers -, des rapports avec l'Occident - qui restaient placés sous le signe d'une coopération à peine ternie par la virulente rhétorique verbale du Kremlin. Ensuite, une frontière assez étanche était maintenue entre les faces interne et externe de la Russie, c'est-à-dire entre la nature du régime politique et l'essence de sa politique extérieure. Dans la lignée du "paradigme de Yalta" de Daniel Yergin, on argumentait ainsi que la fragilité de la démocratie à Moscou pouvait ne pas se convertir, à l'étranger, en une diplomatie agressive.

On comprend dès lors le désarroi des dirigeants américains face aux derniers développements de Tchétchénie. Coïncidant avec la multiplication des signes de durcissement du régime eltsinien¹¹⁸, l'anéantissement impitoyable du village de Pervomaïskaïa¹¹⁹ semble en effet confirmer l'existence d'une étroite interaction entre gestion de la crise tchéchène et dérive autoritaire. Au même moment, et c'est sans doute la prise de

¹¹⁷ Le 6 septembre 1995, dans une allocution devant l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale, le premier ministre, A. Juppé, exposait ainsi sa vision du futur européen, faisant la part belle à la Russie: "A terme, le continent européen a vocation à s'organiser autour de deux grands piliers, l'Union et la Communauté des Etats indépendants, dès lors que celle-ci se développerait dans le respect des souverainetés et des intérêts de chacun" in *La politique étrangère de la France*, Septembre/octobre 1995, p.18.

¹¹⁸ On compte parmi ceux-ci, et la liste n'est pas exhaustive, le limogeage de ministres réformateurs au lendemain des législatives, la nomination d'un ancien chef du KGB à la tête de la diplomatie et la démission de Sergueï Kovalev. Voir notamment SHIHAB, Sophie. "Boris Eltsine nomme de nouveaux "faucons" au Kremlin". *Le Monde*, 17-01-1996.

¹¹⁹ BARBER, Tony. "Fog of battle clouds Pervomayskoye's ugly truth". *The Independent*, 20-01-1996 et NAUDET, Jean-Baptiste. "Les forces russes ont du mal à venir à bout du commando tchéchène". *Le Monde*, 17-01-1996.

L'Occident face à la crise tchétchène

conscience la plus douloureuse, l'annonce de la suspension des discussions sur les sites d'inspection nucléaires, la remise en cause de la ratification du traité Start II par la Douma¹²⁰ et la violente réitération de l'opposition du Kremlin à l'élargissement de l'OTAN suggèrent une ligne de continuité entre impérialisme de contiguïté et politique anti-occidentale. La diplomatie américaine semble encore sous le choc. Après de longues semaines de silence, le secrétaire d'Etat a finalement adressé aux dirigeants russes une mise en garde contre les dangers que comporterait une solution strictement militaire au conflit¹²¹. Cela n'a toutefois pas empêché le président Clinton de réaffirmer, fin janvier, son soutien à l'octroi d'un nouveau prêt de 9 milliards de dollars du F.M.I. à la Russie¹²². Message au Kremlin: il y a peu de chance que des changements dramatiques interviennent dans les rapports américano-russes d'ici les élections présidentielles. Pourtant, les jalons d'une redéfinition des objectifs occidentaux ont été posés, et cela aura sans doute été la plus grande contribution de la crise tchétchène que de fournir un réservoir d'images propre à soutenir un nouveau cours diplomatique au cas où celui-ci se révélerait nécessaire.

A la *gestation d'une nouvelle politique*, la crise tchétchène aura assurément contribué en pesant sur la résolution de trois dilemmes réminiscent de la Guerre froide. Les deux premiers ont fait le sel des polémiques entre "colombes" et "faucons" occidentaux au moment de la Détente. Fallait-il prendre au sérieux les préoccupations de sécurité soviétiques (maintenant russes) ou considérer que le Kremlin ne pratiquait qu'un mensonge à vocation subversive? Devait-on ensuite, et les deux

¹²⁰ LIPPMAN, Thomas. "Russians Back Away From Nuclear Pacts". *The International Herald Tribune*, 22-01-1996 ainsi que "Russians Question Nuclear Treaty". *The International Herald Tribune*, 30-01-1996.

¹²¹ Voir MANN, Jim. "U.S Warns Russia Not to Stray From Road of Reform". *The International Herald Tribune*, 20/21-01-1996. ainsi que "Bitter Russian Winter". *The International Herald Tribune*, 22-01-1996.

¹²² De la même façon, Warren Christopher, qui avait originellement décliné une invitation du nouveau ministre des Affaires étrangères russes, E. Primakov, à se rendre à Moscou pour une première prise de contact, a finalement accepté l'organisation d'une rencontre privée en terrain neutre, à Helisinki les 10 et 11 février. Un autre entretien devrait avoir lieu en mars, à Moscou cette fois-ci, en préparation du sommet Clinton-Eltsine d'avril. Voir "Warren Christopher refuse de se rendre rapidement à Moscou". *Le Monde*, 26-01-1996 et REEVES, Phil. "Yeltsine Reshuffle ends with pledge to stand by reforms". *The Independent*, 27-01-1996. On remarquera au passage que les ministres des Affaires étrangères français et allemands s'étaient déjà exécutés, M. de Charette ouvrant le ballet diplomatique.

propositions sont liées, se réfréner de critiquer trop ouvertement ceux des dirigeants soviétiques (russes) qui semblaient les plus coopératifs au risque de dissiper le capital d'influence qu'on aurait pu avoir sur eux et de les encourager à profiter de la crédulité occidentale, ou d'entrée tenir la dragée haute aux responsables russes, réduisant ainsi la marge de manoeuvre des courants réformateurs? L'optique dans laquelle les réponses occidentales à la crise tchéchène ont été formulées tout au long de l'année 1995 est clairement la première. Au fil de la crise, la deuxième perspective semble toutefois avoir gagné du terrain, comme l'illustre l'esquisse d'un rééquilibrage de la diplomatie américaine dans l'ancien espace soviétique, notamment en Ukraine où le président des Etats-Unis s'est rendu début mai pour célébrer la ratification du traité de dénucléarisation¹²³. Essentiel dans ce choix semble avoir été la remise en question de l'aptitude de Moscou à assumer une coopération entre grands, que ce soit en matière de police régionale ou de prolifération nucléaire. Comme l'explique Stephen Blank, "en envahissant la Tchétchénie dans les conditions mentionnées ci-avant de vulnérabilité stratégique, Eltsine et ses collègues ont donné une preuve forte de ce qu'on ne saurait leur faire confiance pour gérer l'héritage soviétique et préserver la paix en Eurasie"¹²⁴. Au vu des récents déboires dans la coopération nucléaire, ces inquiétudes quant à la faisabilité d'un partenariat stratégique pourraient déboucher sur une reconsidération plus profonde des finalités et des ressorts de la diplomatie russe.

A un autre niveau également, la réflexion de S. Blank est intéressante en ce qu'elle nous introduit au troisième dilemme, plus récent celui-ci, concernant la Russie. La formulation en est simple: peut-on encore considérer Moscou comme une grande puissance? Faut-il y voir un Etat temporairement diminué par la transition, mais destiné à revenir sur le devant de la scène mondiale d'ici peu, comme l'a affirmé le président Jacques Chirac¹²⁵? Doit-on

¹²³ Notons que cette visite faisait suite à l'annonce par Washington d'une prochaine inflexion de la politique d'aide en faveur d'une "deuxième vague" de républiques de la CEI comprenant l'Ukraine, la Biélorussie, l'Arménie et la Géorgie. SCHAFFER, John. "U.S. Will Focus Increased Aid on 'second Wave' NIS Countries". *USIS. International Affairs*. N° 9, 29-03-1995, p. 44-45.

¹²⁴ BLANK, Stephen. "Yeltsin's Folly: The Russian Invasion of Chechnya". *Mediterranean Quarterly*, vol.6, N° 3, été 1995, p.107.

¹²⁵ Dans sa conférence de presse à Halifax le 17 juin 1995, le président français a ainsi déclaré: "la Russie est une très grande nation, l'une des plus importantes du monde et ce n'est pas parce qu'elle connaît aujourd'hui des difficultés que cela change sa nature. Et tout ce qui consisterait à ne pas vouloir reconnaître la grandeur de la

L'Occident face à la crise tchéchène

plutôt la considérer comme une puissance durablement affaiblie, et d'autant plus dangereuse qu'elle cherche à se servir de sa faiblesse pour obtenir des concessions occidentales, exerce un contrôle de plus en plus aléatoire sur le potentiel de destruction placé sous sa responsabilité et pourrait être tentée par un sursaut d'orgueil agressif? Ou enfin, peut-on déduire de sa fragilité actuelle que la Russie ne saurait, par-delà quelques gesticulations diplomatiques, représenter une menace sérieuse pour l'Occident, ce qui rend inutile aussi bien l'aide que le *containment*? La troisième position, très minoritaire, se rencontre dans une partie de la droite isolationniste américaine, notamment parmi les jeunes représentants républicains élus lors des dernières législatives américaines, très peu sensibilisés aux questions de politique extérieure et de toute façon très réticents à l'idée de voir les Etats-Unis s'investir dans un ordre européen jugé beaucoup moins stratégique dorénavant que les développements d'Asie-Pacifique. La première thèse, prisée par la France, semble ne pas devoir se relever de sitôt de l'enlèvement militaire en Tchétchénie. C'est donc à l'approche en terme de "capacité de nuisance" que se sont ralliés la plupart des décideurs occidentaux, Américains et Européens. Les conclusions qu'ils en tirent du point de vue de l'avenir des rapports est-ouest et notamment de la pertinence d'un élargissement de l'OTAN à l'Est demeurent cependant contradictoires.

Interrogé au Parlement européen par Mme Carrère d'Encausse pour savoir si la guerre en Tchétchénie aurait un impact dans le débat sur l'avenir de l'OTAN, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé fournissait en février 1995 une réponse de normand: "Nous nous sommes fixé un calendrier, il faut le tenir"¹²⁶. Telle était également la position affichée à Washington¹²⁷. A bien suivre les déclarations des dirigeants occidentaux, il semblerait toutefois que l'année passée ait vu les Etats-Unis et les Etats européens, l'Allemagne en particulier, suivre un cheminement contraire. Alors que jusque fin 1994 la Maison blanche, obsédée par le management et le

Russie et de son peuple, consisterait à faire une erreur majeure sur le plan de la vision du monde de demain". in *La politique étrangère de la France*. Mai/juin 1995, p.163.

¹²⁶ Voir l'audition d'A. Juppé devant le Parlement européen le 20 février 1995 in *La politique étrangère de la France*. Janvier/février 1995. p.225.

¹²⁷ Voir notamment la déclaration de l'ambassadeur John Kornblum, ancien secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires européennes et canadiennes sur *Worldnet* le 7 février 1995. "Cela n'a pas vraiment d'effet, avait-il déclaré. parce que l'OTAN ne s'élargit pas contre quiconque. (...) La guerre en Tchétchénie peut avoir des implications en Russie, et peut-être hors de Russie. Mais l'OTAN ne s'élargit pas par crainte d'un pays ou pour contrer un pays. (...) ce calendrier sera suivi. quoi qu'il se passe en Tchétchénie ou ailleurs". in *USIS International Affairs*. N° 5. 21-02-1995. p.12.

ménagement de la Russie, était réticente à l'idée de devoir prendre en charge dans le cadre de l'OTAN des pays d'Europe centrale aux rancoeurs nationales latentes et aux transitions démocratiques incertaines, l'Allemagne faisait pression en faveur d'une extension de l'Alliance, autant dans l'espoir de stabiliser les PECO que pour soulager sa frontière est. Depuis lors, la contemplation de la brutalité russe en Tchétchénie semble avoir convaincu les responsables allemands de prêter une oreille plus attentive aux préoccupations de sécurité russes¹²⁸. "il est aussi essentiel pour nous, déclarait ainsi le chancelier Kohl dans son allocution à la conférence de Munich sur la sécurité le 3 février dernier, d'établir de bonnes relations partenariales avec la Russie et l'Ukraine. Nous devons tenir compte des intérêts bien compris de la Russie et de l'Ukraine en matière de sécurité. (...) pour une question d'une telle importance, il ne peut être que nuisible de figurer parmi les thèmes des campagnes menées en Russie de même qu'aux Etats-Unis"¹²⁹. Accueillant avec soulagement la perspective d'un gel du débat jusqu'à la fin de l'année électorale, Bonn semble dorénavant miser sur un rapide élargissement de l'Union européenne, qui présente le double avantage de recevoir l'assentiment tacite des Russes et d'offrir des garanties plus tangibles à la transformation des pays d'Europe de l'est en démocraties capitalistes. Washington semble en revanche s'en tenir à la position adoptée il y a un an. Mettant alors un terme officieux aux palabres sur l'éventualité d'une adhésion russe à l'Alliance, la Maison blanche optait soudain pour une ouverture rapide de l'OTAN aux PECO "que les pays soient prêts à rejoindre l'Union européenne ou pas" (John Kornblum¹³⁰) compensée, côté russe, par la signature d'un traité avec l'Alliance scellant une "relation privilégiée"¹³¹. Que l'administration Clinton se rapproche des positions désormais défendues par les Allemands, comme les évolutions les plus récentes le donnent à penser¹³², ou qu'elle persiste dans la même lignée, le bref survol de la question de l'élargissement de l'OTAN au regard des développements tchéchènes aura invité à réfléchir sur la façon

¹²⁸ Voir le commentaire de DELATTRE, Lucas. "Moscou durcit sa position sur l'extension de l'OTAN à l'est". *Le Monde*, 06-02-1996.

¹²⁹ Allocution prononcée par M. Helmut Kohl à l'occasion de la 33ème conférence sur la sécurité à Munich, le 3 février 1996. Service de presse de l'ambassade d'Allemagne.

¹³⁰ Voir le commentaire de J. Kornblum dans *USIS International Affairs*. N° 5, 21-02-1995, p.1.

¹³¹ Voir à ce propos l'intervention de Henry Kissinger à un panel de politique extérieure organisé par le Sénat américain in *USIS International Affairs*. N° 17, 01-08-1995, esp. pp.6-7.

¹³² L'humeur éditoriale semble être à une plus grande prudence. Voir par exemple FISCHER, David et POTTER, William. "The Dangers of NATO's March Toward the East". *The International Herald Tribune*, 12-01-1996.

L'Occident face à la crise tchéchène

dont l'intervention russe à Grozny a pu altérer l'image que l'Occident se fait de la Russie et souligné que cette réévaluation est encore loin d'une définition consensuelle du futur "partenariat" est-ouest.

A la lumière de ces analyses, la question du sens que revêt le décalage apparent entre l'image bénigne donnée par les dirigeants occidentaux de la transition russe au service d'une diplomatie très conciliante et la réalité observable en Tchétchénie se conçoit sous un autre jour. La poursuite, en dépit de l'écrasement aussi impitoyable que laborieux des indépendantistes tchéchènes, d'une étroite coopération avec le Kremlin a tout d'abord démontré que cette seule crise ne pouvait suffire à remettre en question les orientations géostratégiques des responsables occidentaux tant que ceux-ci étaient convaincus de la possibilité de dissocier l'impérialisme russe en ex-URSS des rapports est-ouest et la répression "brutale" à Grozny du cheminement de la transition à Moscou. A cet égard, le maniement rhétorique d'une vision optimiste de la Russie d'Eltsine a longtemps trahi l'acceptation, on croyait réaliste, du retour à un ordre autoritaire dans l'ancien espace soviétique en échange de la réalisation d'objectifs-clé, telles la dénucléarisation et la stabilité régionale.

En combinaison avec d'autres indicateurs des transformations russes, par contre, l'affaire tchéchène lève les deux postulats énoncés ci-dessus et peut dès lors jouer le rôle de catalyseur d'une sévère réévaluation des représentations de la Russie. Et c'est bien ce qu'elle semble en passe de faire depuis deux mois. Le ralliement présent autour d'une conception minimaliste des exigences adressées à Moscou pourrait en effet être radicalement reconsidéré au lendemain des présidentielles de 1996 en Russie et aux Etats-Unis. En fonction des résultats de ces deux scrutins, il sera déterminé si l'Occident accentue une politique de désengagement qui accommode la puissance (ou l'impuissance) à velléités expansionnistes de la Russie contre un relatif *modus vivendi*, ou si le nouveau "*containment*" que certains appellent de leur voeu est mis en oeuvre. Sans présager du choix, il est un fait que la crise tchéchène avec sa réhabilitation d'interprétations culturalistes à accents fatalistes du destin russe et sa réactualisation de la sémantique du "mensonge" soviétique fournit un registre interprétatif et symbolique très riche pour ceux qui souhaiteraient réactiver le spectre d'une menace russe. La raison en est peut-être que, confrontés à la nécessité de forger de nouveaux outils d'analyse de la diplomatie russe, commentateurs et décideurs occidentaux se sont retrouvés pris dans une tension entre le désir obsessionnel de ne pas manquer le train de l'histoire, et donc d'intégrer l'ampleur des changements intervenus

en Russie, et la tentation très profonde d'un retour vers des systèmes de pensée valorisant les récurrences historiques, que ce soit sous la forme d'un soviétisme finissant ou sous celle d'une Russie tsariste "prison des peuples". Au fur et à mesure des destructions, la crise tchéchène semble ainsi avoir fait pencher la balance du côté de la continuité d'autant plus violemment que les espoirs de démocratisation avaient été grands. Qu'à terme ce basculement se traduise par un réalisme complaisant ou par un refoulement agressif, force est de constater que la simplification analytique des dynamiques de changement en Russie à laquelle la question tchéchène aura bien involontairement contribué augure mal de la capacité de l'Occident à ne pas manquer, à l'avenir, ses rendez-vous avec la Russie.

Vient de paraître

COLLECTION
AXES
SAVOIR

LE CAUCASE
POSTSOVIÉTIQUE :
LA TRANSITION
DANS LE CONFLIT

SOUS LA DIRECTION DE

Mohammad-Reza DJALILI

ISBN 2-8027-0982-8 (Bruylant)

ISBN 2-275-00339-8 (L.G.D.J.)

Un volume 17 × 12 cm de 276 pages (1995)

Prix : **540** francs belges

90 francs français

24 francs suisses

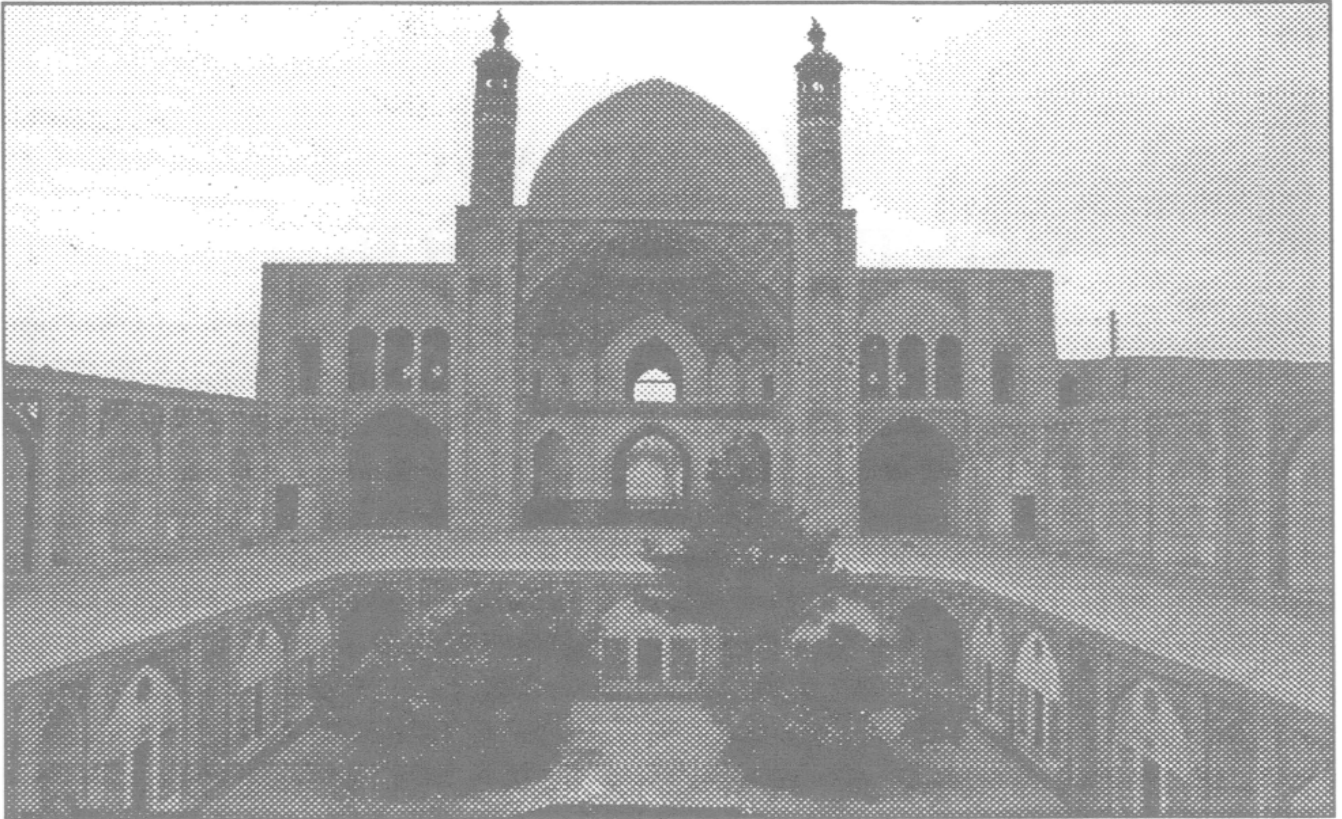


ÉTABLISSEMENTS ÉMILE BRUYLANT, S.A.

RUE DE LA RÉGENCE 67, 1000 BRUXELLES

TVA N° 403.489.811 - R. C. BRUX. 10.357

BBL. 310-0101028-40 — TÉL. 02/512.98.45 — FAX 02/511.72.02



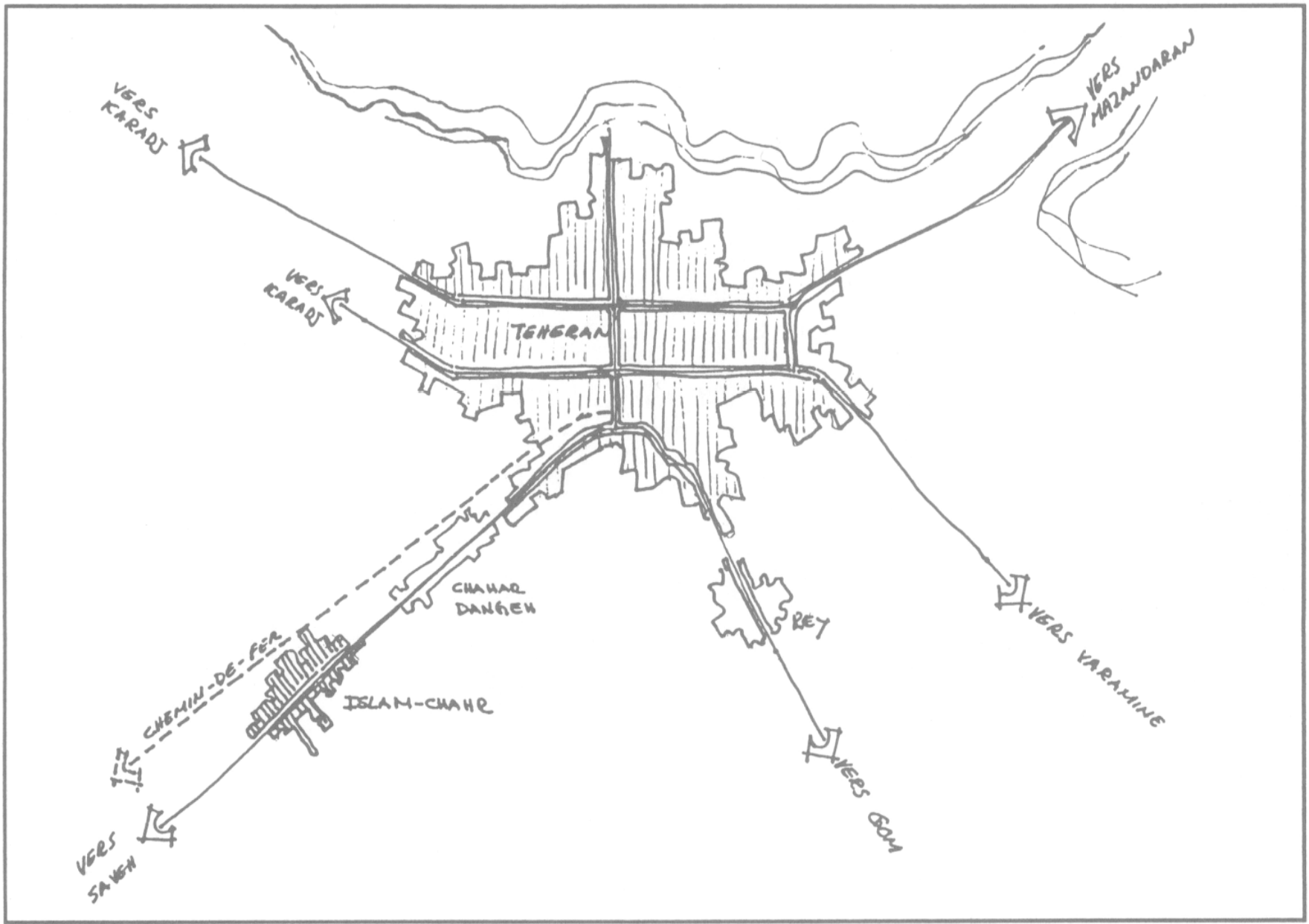
Madreseh Aghâ (école religieuse) à Kashan

Susan AFSOUSI

1989



Téhéran (Espace bâti en 1989)



La situation d'Islam-Chahr par rapport à Téhéran